

01

INFORMATIQUE

www.01netpro.

BU & T

WINDEV®

Atelier de Génie Logiciel

N°1 EN FRANCE

Windows .Net,
Linux, Mac, XML,
Internet, SaaS,
PHP, Android,
Windows Phone 7,
...

DELL



OPÉRATION

1 PC pour 1 Euro de +

OU



Aucun
abonnement
à souscrire

COMMANDEZ

WINDEV®

et **recevez** un puissant
PC DELL : Portable 17 pouces
ou Station de travail 20 pouces



Fournisseur Officiel de la
Préparation Olympique

www.pcsoft.fr



OPÉRATION

1 PC pour 1 Euro de +

Station de travail DELL Precision T1500



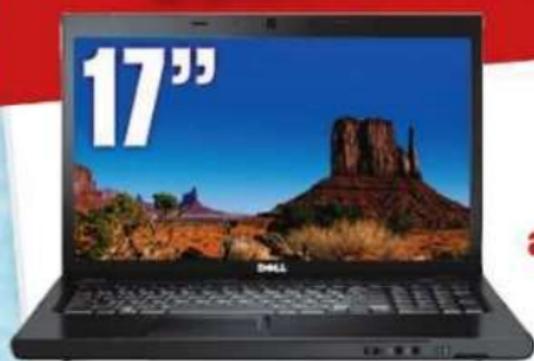
Achetez **WINDEV 16**
(ou **WEBDEV 16** ou
WINDEV Mobile 16)
avant le
19 Décembre et
recevez cette puissante
Station de travail **DELL**
pour 1 Euro de plus

Station de travail DELL Precision T1500 : Mini-Tour- Processeur Intel® Core™ i5-750 (2.66GHz, 8 Mo L3, 95W, Quad Core), Windows® 7 Professional (64Bit OS); Mémoire 4 Go DDR3 non-ECC Mémoire (1333MHz, 2x2 Go); Ecran LCD Dell 1600x900; Carte graphique 512Mo Nvidia Quadro FX580 - 2 DP, 1 DVI; Disque dur SATA 1 To (7200 tr/min) avec NCQ et DataBurst Cache™ de 16 Mo; Graveur DVD 16x +/- RW; Clavier : Français Azerty + Souris; Garantie 1 an constructeur

Aucun abonnement
à souscrire

ou (au choix)

Portable DELL Vostro 3700 BTS



Achetez **WINDEV 16**
(ou **WEBDEV 16** ou
WINDEV Mobile 16)
avant le **19 Décembre**
et recevez ce puissant
PC Portable **DELL**
pour 1 Euro de plus

Portable DELL Vostro 3700 BTS; Processeur Intel® Core™ i5-560M (2.66GHz, 3 Mo); Windows® 7 Professionnel, avec mode XP installé, 32 bits; Mémoire 4Go 1333MHz DDR3 ECRAN LCD 17.3" 44 cm (1600x900); Capot «silver»; Disque Dur 500Go SATA (7,200 tr/min); Graveur DVD 8x +/- RW; Carte graphique Nvidia® Geforce™ GT 330M ; Lecteur d'empreintes digitales; WIFI; Bluetooth; Batterie Lithium-Ion à 6 Cellules (56 Wh); Webcam 2M; Clavier Français Azerty; Garantie 1 an constructeur

Atelier de Génie Logiciel N°1 en France

WINDEV® 16

DÉVELOPPEZ 10 FOIS PLUS VITE

Windows, .Net, Linux, Mac, XML, Internet, SaaS, PHP, Android, Windows Phone 7, ...

Tous les détails de l'opération sur www.pcsoft.fr

(ou appelez-nous au 04.67.032.032)

Fournisseur Officiel de la
Préparation Olympique

www.pcsoft.fr

01

INFORMATIQUE

www.01netpro.com

N° 2064 - 9 décembre 2010

BUSINESS & TECHNOLOGIES



Le moteur de recherche expliqué à votre DG P.17

Malgré son prix, la téléprésence séduit les entreprises P.23

La sélection high-tech de Noël pour les managers P.38

Euromaster mise sur l'externalisation P.28

GRAND PROJET

Le Crédit Agricole réinvente l'interactivité avec ses clients

ENQUÊTE P.10



01 France Metro: 5€ - DOM: 6,20€ - Belgique: 5,50€, Suisse: 9,50 FS, Canada: 8,50 \$C, Luxembourg: 5,50€

M 02995 - 2064 - F: 5,00 €



Le pouvoir d'en faire plus



Retrouvez vos fichiers plus rapidement. Optez pour un serveur Dell.

Vous perdez beaucoup de temps à rechercher des fichiers sur plusieurs ordinateurs ? Un serveur Dell PowerEdge doté d'un processeur Intel® Xeon® et de Windows Server® 2008 Foundation vous permet de stocker et de sauvegarder vos données à un emplacement unique, en toute simplicité. Simple à installer et à gérer, un serveur PowerEdge est d'un coût quasiment identique à celui d'un ordinateur de bureau. Il est temps d'arrêter de chercher. Commencez à trouver.

8 bonnes raisons pour
une mise à niveau

www.dell.fr/firstserver



Économisez 216 € !*

PowerEdge™ T110

Votre premier serveur idéal.

719 € HT ~~935 € HT~~

E-RÉF. PCPFR4-PE4T110RFS
Offres valables jusqu'au 28/12/2010*

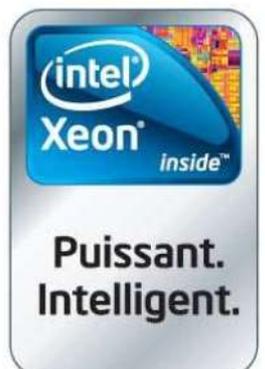
- Processeur Intel® Xeon® X3440 (2.53 GHz, 8 Mo Cache)
- MS Windows Server 2008, Foundation Ed, x64, (max 15 utilisateurs)
- Mémoire RAM 2 Go-2R, 1333 MHz UDIMM
- Disque dur 500 Go
- 3 ans de services Dell ProSupport
- Lecteur DVD-R 16X SATA


Windows Server 2008
Foundation

Contactez-nous pour connaître nos offres
en matière de serveurs : 0 825 387 173

Offres réservées aux petites entreprises de moins de 200 salariés. Offre réservée à la France métropolitaine et valable jusqu'au 28/12/2010 dans la limite des composants et pièces disponibles. (*Offres valables sur une sélection de systèmes Dell avant le 28/12/2010. Microsoft, Windows, Windows 7 et le logo Windows 7 sont des marques déposées ou enregistrées de Microsoft Corporation ou de ses filiales, aux Etats Unis et/ou dans d'autres pays. Prix et spécifications techniques modifiables sans avis préalable. Photos non contractuelles. Prix HT, TVA 19.6%, frais d'expédition et frais de traitement en sus. Frais de livraison 25 €HT pour les portables et 35 €HT pour les ordinateurs de bureau. Offre soumise aux Conditions Générales de Vente et de Service DELL. Toutes les offres promotionnelles de ce catalogue sont limitées à 5 exemplaires par entreprise. Les batteries de portables sont garanties 1 an. Celeron, Celeron Inside, Centrino, Centrino Inside, Core Inside, Intel, Logo Intel, Intel Atom, Intel Atom Inside, Intel Core, Intel Inside, Logo Intel Inside, Intel vPro, Itanium, Itanium Inside, Pentium, Pentium Inside, vPro Inside, Xeon, et Xeon Inside sont des marques de commerce d'Intel Corporation aux Etats-Unis et dans d'autres pays. Les autres noms et désignations peuvent être revendiqués comme marques par des tiers. Dell™, le logo Dell™, Dell Dimension™, Inspiron™, Dell Precision™, OptiPlex™, PowerEdge™, PowerVault™, PowerConnect™, Dell Axim™, Latitude™, Vostro™, RoadReady™, QuietCase™ et SecureData™ sont des marques déposées de Dell. La garantie des produits tiers est assurée par les fabricants de ces produits. Les délais d'intervention sont estimatifs et dépendent de l'éloignement, l'accessibilité du produit et de la préparation du site. Le service peut être fourni par téléphone ou Internet. Business Support : nos services peuvent être assurés par une tierce partie. Un technicien peut venir sur site si nécessaire une fois le problème identifié par téléphone. + De 18h00 à 09h00, le service est dispensé en anglais. 1 Go = 1 Milliard d'octets. Les capacités des disques durs peuvent varier en fonction des éléments pré installés et de l'environnement d'exploitation. Les ordinateurs Dell Vostro et Dell Inspiron incluent Microsoft Works 8.5 en standard. Malgré notre vigilance, des erreurs de prix et/ou spécifications peuvent s'être glissées dans ce document. Dell vous prie de l'en excuser et vous prévientra le plus tôt possible. Dell SA, 1 rond point Benjamin Franklin 34938 Montpellier. RCS Montpellier n°351 528 229.

Offres valables jusqu'au 28/12/2010*
Du lundi au vendredi de 9h à 19h. Numéro Indigo : 0.15 € TTC/min.



LA RÉDACTION A...

félicité Marco Bodlione. L'homme d'affaires italien est devenu l'heureux détenteur du 83^e Apple I, le premier ordinateur créé par la firme à la pomme en 1976. Pour l'obtenir, il a dû déboursier pas moins de 158 000 euros, lors d'une vente aux enchères organisée par Christie's. En revanche, les écrits d'Alan Turing, le père de l'informatique, n'ont pas trouvé preneur. Les objets geek seraient-ils plus vendeurs que les ouvrages intellectuels ?



DÉBUSQUÉ Sandy Lerner, cofondatrice de Cisco Systems en 1984. Cette aventurière de la Silicon Valley s'occupe désormais d'une ferme bio en Virginie. Auparavant, cette « serial entrepreneuse » avait créé une ligne de cosmétiques... pour punks.

BROCARDÉ l'éventualité d'un internet à péage. Les grandes entreprises donnent enfin leur avis, via le Cigref, sur la neutralité du net. Et il est cinglant : pas question d'un web à plusieurs vitesses. A terme, ce serait aux sociétés de supporter la charge.



plaint le président des Etats-Unis. Barack Obama s'est discrédité aux yeux des dirigeants de la planète, décrits de manière peu élogieuse dans la correspondance diplomatique révélée par Wikileaks. Comment une telle fuite de données a-t-elle été possible ? Ce président, pourtant très averti sur les NTIC, ne connaissait visiblement pas la Data Leakage Protection.

refusé les « robots sociaux » sur son site web. Selon Gartner, en 2015, 10 % de nos « amis » internet seront des logiciels automatiques capables d'entretenir un certain niveau d'interaction personnalisée. Ces « social bots » permettraient, par exemple, de répondre à des commentaires ou à des questions dans des forums.

LES MOTS CLÉS DE LA SEMAINE



- Sécurité : p. 14, 22, 31, 36
- Dématérialisation : p. 12, 18
- Gestion des risques : p. 14, 36
- Moteur de recherche : p. 10, 17
- Outsourcing : p. 20, 28
- Paiement sans contact : p. 16, 38
- Relation DSI/métiers : p. 30, 47
- 3D : p. 22
- Cloud : p. 21
- E-commerce : p. 35
- Green Tech : p. 19
- Mobilité : p. 38
- Relation client : p. 10
- Supercalculateur : p. 21
- Vidéoconférence : p. 23



Frédéric Simottel
Rédacteur en chef

La technologie au service du marketing

En 2014, les 39 caisses régionales du Crédit Agricole disposeront d'une informatique unifiée orientée clients. Le projet Nice (Nouvelle informatique commune évolutive), démarré en 2008, est titanesque tant d'un point de vue technologique (1 million de jours/homme, 450 M€ d'investissements) que politique. Il rassemblera en effet sous la même bannière les systèmes d'information de plusieurs GIE ; et une fois définies les premières options, il faudra encore convaincre les directeurs généraux de chacune des caisses régionales. L'objectif étant d'aider les commerciaux de la banque à proposer à leurs clients les mêmes services sur tout le territoire et quel que soit le canal (guichet, web, mobile). L'attente est forte. Les nouveaux usages

« Proposer aux clients les mêmes services sur tout le territoire et quel que soit le canal »

ont complètement bouleversé notre relation avec notre banquier. Le Crédit Agricole adopte pour cela une stratégie « orientée bases de données plus que documents ». Chaque information enrichit ainsi une base, dans laquelle tous les logiciels installés en agence ou sur le web viennent piocher leurs données. Le choix du moteur de recherche comme point névralgique n'en est que plus stratégique et audacieux. Ce dernier détricote le modèle d'architecture des données afin que l'information ait un sens pour lui et qu'il puisse la redistribuer ensuite vers chacun des applicatifs. Une illustration exemplaire des technologies informatiques mises au service du marketing. Les opérations de recherche, d'indexation des documents, de restitution des données via des interfaces web, mobiles... ne sont aujourd'hui rendues possibles qu'avec l'apport de la puissance des processeurs des machines utilisées et un coût de stockage plus abordable. ■

01 SOMMAIRE

TENDANCES

- 9. **MARCHÉ** Le secteur européen de l'édition de logiciels résiste à la crise
- 10. **URBANISATION**
Un moteur de recherche pour unifier le SI du Crédit Agricole
- 11. **DÉCRYPTAGE** Le moteur de recherche d'entreprise expliqué à votre directeur général
- 12. **DÉMATÉRIALISATION** La lettre recommandée électronique bientôt validée par décret
- 13. **GREEN TECH** Une plate-forme de services pour maîtriser l'énergie
- 14. **EXTERNALISATION** Peu de nouveaux grands contrats d'outsourcing en 2010
- 15. **GOUVERNANCE** Les DSI plutôt optimistes sur l'avenir
- 16. **SERVICE EN LIGNE** Les supercalculateurs se mettent à l'heure du cloud
- 17. **START UP** Une sonde pour auditer en continu le système d'information
- 18. **FINANCES** Se préparer pour l'Europe des paiements dématérialisés
- 19. **SÉCURITÉ** Les entreprises prennent les risques informatiques un peu trop à la légère
- 20. **MOBILITÉ** Paiement sans contact : y aller pas à pas



EXPÉRIENCES

- 21. **TÉLÉCOMS** La téléprésence révolutionne le modèle traditionnel de la réunion
- 22. **OUTSOURCING** Euromaster gagne en coûts et en réactivité grâce à l'externalisation
- 23. **INTERVIEW** Claude Violet, directeur de l'organisation et des systèmes d'information d'Efidis
- 24. **JURIDIQUE** Le Conseil d'Etat rappelle la Cnil à l'ordre
- 25. **RENCONTRE** Entreprendre dans le secteur des hautes technologies

OPINIONS

- 26. **E-ÉCONOMIE**
L'e-commerce, futur relais de croissance de l'économie mondiale
- 27. **HUMEURS**
Ares en phase terminale
La fin du mode d'emploi
- 28. **ON EN PARLE DANS LES BLOGS**

DOSSIER

38. HOTTE HIGH-TECH

Les objets incontournables de Noël pour les managers



VOUS

- 39. **MANAGEMENT** Les bonnes pratiques pour affirmer son statut de DSI
- 40. **RESSOURCES HUMAINES** Politique handicap : le cas Capgemini

- 41. **AGENDA**
- 42. **FLASH-BACK**

54. PROCHAINEMENT DANS 01

Ce numéro comporte un ex-carte PC Soft et un courrier de réabonnement sur une diffusion partielle d'abonnés.

Abonnez-vous en ligne sur www.kiosque01.com



être au travail

sans être au bureau



Série Limitée Business pour Smartphone d'Orange

Pour profiter pleinement de votre smartphone :

mails, Internet et GPS avec Orange Maps en illimité + 100 SMS + 100 heures de Wi-Fi sur hotspots Orange.

À partir de 23,90 € HT/ligne/mois.

Offre soumise à conditions, valable jusqu'au 10 février 2011. Tarif incluant l'option BlackBerry d'Orange.

orange-business.com/blackberry-orange

 **BlackBerry**

**Business
Services**



01

INFORMATIQUE
BUSINESS
& TECHNOLOGIES

OFFRE DE LANCEMENT !

1 an d'abonnement au magazine print + numérique et **SES SERVICES ONLINE**

Abonnement PACK PRO

190€

au lieu de ~~484€*~~



1 an d'abonnement au magazine print + numérique et ses **SERVICES ONLINE**

- L'hebdomadaire (44n°) pour aborder avec recul les nouvelles tendances technologiques,
- Un accès prioritaire à l'information avant réception du magazine,
- 44 versions numériques avec 3 accès (PC bureau, PC portable, PC personnel),
- 6 Newsletters thématiques hebdomadaires (Développement, Sécurité, Réseaux, Télécoms & Mobilité, Logiciels et applications, Infrastructures, Economie numérique),
- 2 Newsletters mensuelles : best practices,...
- Accès privilégié aux journées 01.

01

INFORMATIQUE
BUSINESS
& TECHNOLOGIES

BON D'ABONNEMENT

Retrouvez cette offre en ligne !
www.abo-01informatique.com

À renvoyer par courrier à 01 INFORMATIQUE - Service Abonnements - B 981 - 60732 SAINTE GENEVIEVE CEDEX

OUI, je m'abonne au pack Pro 01 INFORMATIQUE Business & Technologies (1 an) pour **190€** au lieu de ~~484€*~~ soit **une économie de 294€ !**
44N° (print + web) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles + accès privilégié aux journées 01.

Je règle par :

- Chèque bancaire à l'ordre de **01 INFORMATIQUE**
 Carte bancaire (CB, EC, MC, VISA)

N° _____

N° de contrôle _____ Expire fin _____
(3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire)

Date et signature obligatoires

Je souhaite recevoir une facture acquittée.

Si l'adresse de facturation est différente de celle de la livraison ci-contre, merci de nous le préciser.

Mes coordonnées : M^{me} M^{lle} M.

Nom _____

Prénom _____

Société _____

Fonction _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. _____

E-mail (pour bénéficier des services online) : _____

J'accepte que mon e-mail soit transmis aux partenaires de Groupe 01

*Par rapport au prix du magazine au numéro de la version digitale et des services online associés. Offre valable jusqu'au 30/06/11 pour les nouveaux abonnés en France métropolitaine uniquement. Il existe un droit de rétractation (réception du magazine digital sous 1 semaine et du premier numéro sous 4 semaines à réception de votre règlement. En application de l'article L27 du 6.1.78 les informations ici demandées sont nécessaires à l'exécution de votre commande et aux services qui y sont associés. Les catégories de destinataires sont uniquement celles nécessaires à l'exécution de cet abonnement, aux services associés et partenaires du Groupe sauf opposition de votre part. L'édition se réserve le droit de modifier le contenu, le titre ou le format de la publication objet du présent abonnement, dans le respect de son activité éditoriale. Vous pouvez accéder aux informations vous concernant et procéder éventuellement aux modifications nécessaires auprès du service Abonnements.

PPL44

TENDANCES



Le gratin de l'économie numérique mondiale est actuellement réuni à Paris à l'occasion de la conférence LeWeb, organisée par le Français Loïc Lemeur.

Conçu par Bull, le supercalculateur Curie sera mis en service en deux phases : la première d'ici à la fin de l'année et la seconde en octobre 2011 au sein du Très Grand centre de calcul (TGCC) du CEA.

MARCHÉ OC&C publie son palmarès des 100 premiers éditeurs en Europe

Le secteur européen de l'édition de logiciels résiste à la crise

Quelle est la performance des 100 premiers éditeurs sur le marché européen ?

Après la publication des résultats financiers de juin, les équipes d'OC&C Strategy Consultants, en partenariat avec Rothschild Global Financial Advisory, se sont mobilisées pendant un mois pour répondre à cette question. Verdict : ces éditeurs ont plutôt bien supporté la crise de 2009, puisque leur chiffre d'affaires ne baisse en moyenne que de 0,6 %, tandis que leur Ebitda progresse de 1 %. Au total, ils enregistrent un chiffre d'affaires de 52 milliards d'euros et un résultat opérationnel de 14 milliards, la marge moyenne de cette industrie prospère s'élevant à 25 %. De fait, la plupart d'entre eux ont bénéficié de la stabilité de leur contrat de maintenance et d'assistance.

Dans le détail, ces résultats sont plus contrastés, selon le type de logiciel considéré. Les applications généralistes dominent le marché (55 % des ventes) et s'avèrent les plus rentables. Mais la croissance des éditeurs spécialisés sur

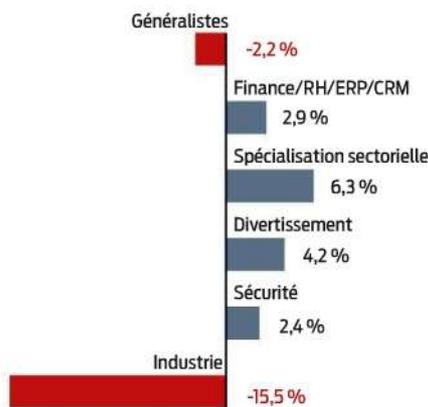
Les éditeurs américains représentent deux tiers du marché européen de l'édition

un secteur est plus forte (6,3 %). « Il existe encore un potentiel de consolidation important pour les applications verticales », note à ce propos Michel Sasportes, associé d'OC&C Strategy Consultants.

De son côté, le marché des logiciels de gestion généralistes (finance, ressources humaines, progiciel de gestion

LES APPLICATIONS VERTICALES TIRENT LA CROISSANCE

Évolution moyenne du marché européen des logiciels par type d'application (2010/2009) Source : OC&C Strategy Consultants (2010)



intégré, gestion de la relation client) prouve sa solidité, avec la résistance du Néerlandais Unit4 et du Français Cegid. A l'opposé, le marché des applications destinées à l'industrie baisse de plus de 15 %.

Tous domaines confondus, le spécialiste de la sécurité Kaspersky Lab enregistre la plus belle évolution du classement, avec un quasi-doublement de son chiffre d'affaires. Il devance ainsi iSoft (57 %) et Salesforces.com (51 %). En matière de rentabilité, c'est l'Américain Progress Software qui affiche la plus forte hausse de son Ebitda (14 %), devant Temenos (10 %) et BMC Software (10 %). Autre constat, les éditeurs américains représentent 65 % du

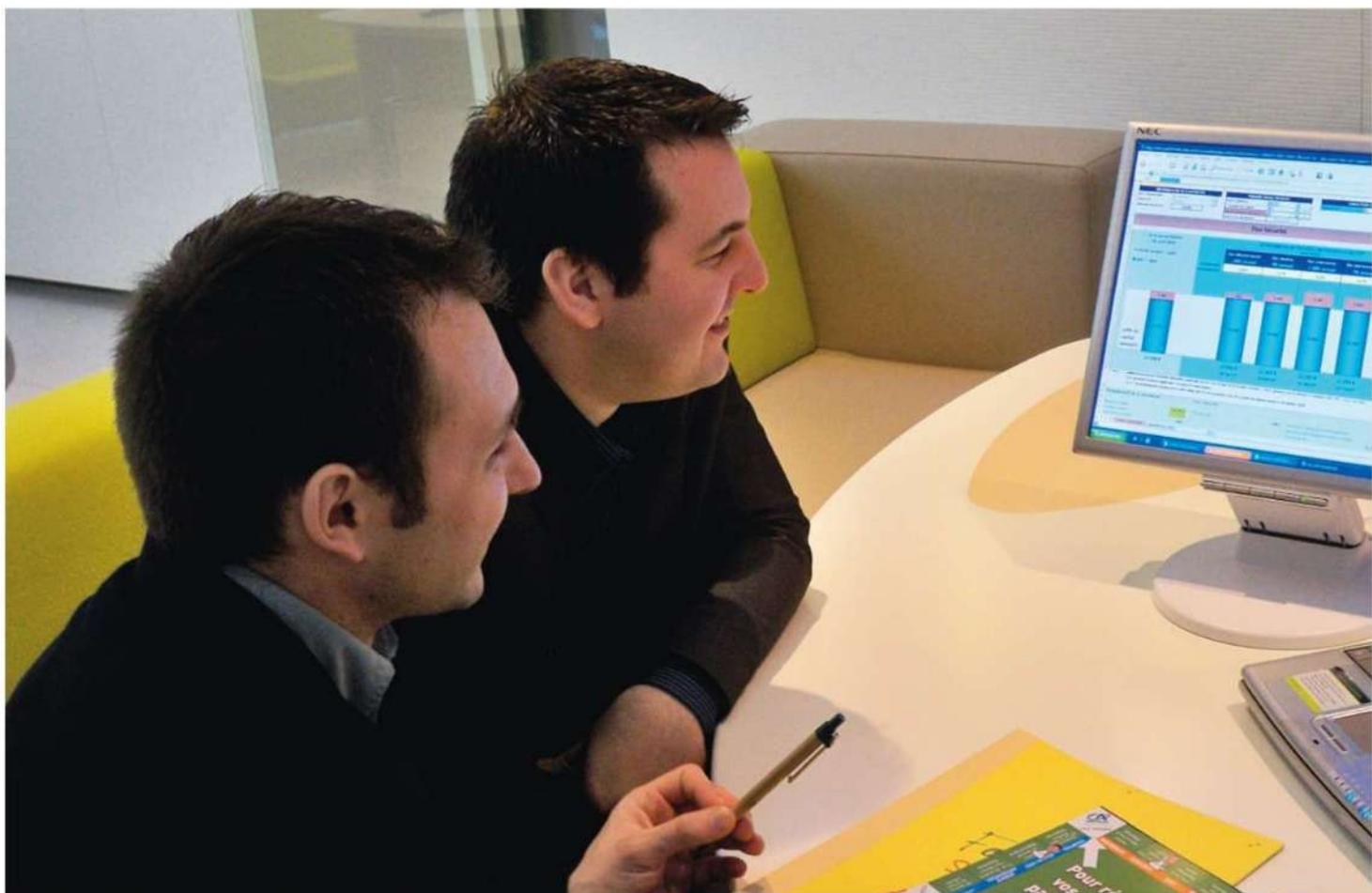
marché et 44 entreprises sur les 100 classés. Loin derrière, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France forment le trio des challengers. Toutefois, l'influence du second de ces pays est plus importante que son classement ne le laisse supposer, car le Royaume-Uni accueille les sièges sociaux européens de nombreux éditeurs américains.

L'île-de-France doublée par Londres

Selon le dernier Truffle 100 European Cluster, palmarès des 40 premières régions européennes pour l'industrie du logiciel, l'Ile-de-France vient de rétrograder à la troisième place, avec près de 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Elle est remplacée par le South East England (incluant Londres), et ses plus de 3 milliards d'euros de revenus. Un recul qui s'explique à la fois par la forte évolution des principaux éditeurs britanniques (NDS, iSoft...) et par l'absorption d'acteurs français de premier ordre au cours des dernières années.

Ainsi, la France ne compte plus que neuf entreprises dans le top 100 établi par OC&C. Le premier des éditeurs hexagonaux, Cegedim, ne se classe qu'en dix-septième position sur le marché européen. Plus préoccupants encore, les rapports Truffle 100, réalisés chaque année avec le cabinet d'analyses IDC et le Centre d'expertises des progiciels, le CXP, montrent que notre pays ne compte plus aujourd'hui que 14,3 % des effectifs de R&D européens, contre 20,5 % en 2007. ■

BORIS MATHIEUX



Le concept de nouvelle agence est expérimenté à Chartres : ainsi, les conseillers pourront partager leur écran avec le client et faire intervenir des experts extérieurs

URBANISATION

Un moteur de recherche pour unifier le SI du Crédit Agricole

Concrétisables d'ici à deux ans, les premiers grands choix techniques de Nice, le projet d'unification du système d'information de la banque verte, ont filtré. En jeu : une nouvelle relation entre le conseiller et le client.

C'est l'un des projets informatiques majeurs qui vont être menés en France dans les prochaines années.

Nice (Nouvelle informatique commune évolutive) va ainsi représenter un investissement de 1 million de jours/homme, soit 450 millions d'euros, pour unifier le système d'information (SI) de la troisième banque française. Un projet titanique, le Crédit Agricole étant constitué d'un réseau de banques coopératives et mutualistes réunies en groupements d'intérêts économiques (GIE). Chacun d'entre eux – ils sont cinq – dispose de son SI. Deux GIE supplémentaires ont été créés : CA Services, dévolu aux maîtrises d'ouvrage (MOA), et CA Technologies, à l'informatique de production, à l'architecture et à la maîtrise d'œuvre (MOE). André Germinet, responsable de l'innovation du GIE CA Technologies, explique son rôle : « Dans le projet Nice, j'insuffle des idées, qui sont soumises aux directeurs généraux des caisses régionales. Exemple : l'unification des applications via les différents canaux. On ne va plus avoir, d'un côté, les applications en agence, de l'autre, celles pour le web. »



pendant la discussion.

Autre idée de CA Technologies : le moteur de recherche comme brique de fédération du SI. Celui de Sinequa va ainsi indexer les 2,5 milliards de documents stockés dans les multiples intranets de la banque, les 600 millions de courriels de ses employés, et les données des applications bancaires. Objectif : fournir un environnement de travail unifié aux collaborateurs du Crédit Agricole. « Le moteur de recherche en constitue le point névralgique et devrait remplacer un certain nombre d'écrans de consultation. »

Traiter en temps quasi réel des volumétries considérables

Cette solution du moteur de recherche présente l'intérêt de pouvoir rénover le SI de l'établissement en préservant son patrimoine applicatif, même si cela induit des contraintes : « Aujourd'hui, nos architectures sont classiques, à base de mainframes. Le moteur de recherche ne peut connaître les structures de données et détricoter le modèle pour que l'information ait un sens pour lui. Il faut donc réorganiser les bases et pratiquement stocker les données au format

XML. La clé du problème, c'est de s'assurer qu'il y a une réindexation au fil de l'eau du moteur de recherche », poursuit André Germinet. Or les volumétries en jeu peuvent paraître colossales : avec 20 millions de clients, soit environ 100 millions de comptes, ce sont de 8 à 10 milliards d'opérations bancaires qui vont devoir être extraites des mainframes du Crédit Agricole, indexées par le moteur Sinequa, puis mises à jour en moins de deux secondes. « Le prototype mis en place a montré que c'était faisable. Pour l'instant, on a indexé la totalité d'une caisse régionale, soit 300 millions d'opérations. »

« On essaye de briser les barrières : on veut rendre les outils disponibles pour tous en toute situation »

Auparavant, au niveau de leur programmation, les applications devaient réaliser cette « dénormalisation » des données, et ce, des centaines de millions de fois par jour. Avec le moteur de recherche, la réorganisation a lieu une fois pour toutes : « Le code est chez Sinequa, et nous n'avons plus à l'écrire. Sur les consultations, on met... "zéro ligne de code". »

Autre volet du projet Nice, le poste utilisateur : « Nous essayons de briser les frontières physiques de l'entreprise. La modification des postes de travail y participe. La seconde barrière est entre les employés et les clients. On souhaite rendre les outils disponibles pour tous en toute situation. Les nouvelles problématiques qui se sont posées sont aujourd'hui résolues, notamment en ce qui concerne la sécurité. » Après avoir utilisé Microsoft Silverlight pour son prototype d'interface du futur, et au terme d'une étude approfondie des technologies Microsoft et Adobe, CA Technologies a finalement opté pour Adobe Flash. « Nous avons des réflexions très avancées sur les interfaces homme-machine, sur les processus qui pourront, par exemple, être initiés sur iPhone, poursuivis en agence et conclus sur le web, précise André Germinet. C'est un changement assez radical. Nos prototypes démontrent que, depuis son poste, le conseiller pourra avoir accès à la visioconférence, collaborer avec le client, faire venir à l'écran un spécialiste de la fiscalité... C'est un vrai tsunami de technologies, d'architectures et d'usages. » 

ALAIN CLAPAUD

DATES CLÉS

- Octobre 2008** : début du projet Nice.
- Mars 2010** : création des GIE CA Services et CA Technologies.
- Octobre 2010** : choix de la plateforme technique Jazz Rational, des appliances Websphere Datapower et Infosphere Datastage d'IBM ; Aris et Webmethods de Software AG ; Lifecycle, Catalyst et Flex d'Adobe ; Le moteur de recherche Sinequa est préféré à Microsoft Fast pour fédérer les données structurées ou non. Choix du prestataire d'intégration : Logica.
- Juin 2011** : 50 % des caisses régionales adopteront le nouveau système.
- Juin 2012** : refonte d'une partie des fonctionnalités.
- 2014** : seconde génération du poste utilisateur ; intégration des applications transactionnelles.

L'AVIS DU FOURNISSEUR



Jean Ferré,
PDG de Sinequa

Les technologies disponibles assurent le traitement des volumétries à l'instar de celles envisagées pour le projet Nice. La puissance des processeurs le permet, le coût du stockage aussi. Désormais, on peut charger en mémoire des index avec de forts volumes.

Dans les caisses régionales, nous avons dix requêtes par utilisateur chaque jour et juste sur les données produits, sans les données contrats et personnes. Selon les directions métier, cela fait gagner deux minutes par question, soit, pour la caisse Atlantique, 2 000 jours d'économie et 16 000 au niveau du GIE.

L'important, pour ces utilisateurs, c'est de classer les documents par problématiques métier.

Exemple : par zones géographiques, démographiques, etc., pour les conseillers. On peut définir a posteriori ces arcs de classement, sans réindexation. Pour les métiers, cela crée beaucoup de valeur ajoutée.

↑ En hausse

Les serveurs

Selon Gartner, les ventes de serveurs ont progressé de 14,2 % en volume et de 15,3 % en valeur au troisième trimestre 2010, par rapport à la même période en 2009. Une croissance due essentiellement au succès des petites machines à base de processeurs x86, dont les ventes ont augmenté de plus de 30 % en valeur sur ce même trimestre.

↓ En baisse

L'e-publicité

Le marché de la publicité en ligne pourrait être affecté dès 2011 par la taxe Google, que le Sénat vient d'adopter, et qui doit être confirmée par les députés. Ce prélèvement d'1 % sur l'acquisition d'espaces publicitaires toucherait peu Google et beaucoup les acteurs du numérique français, selon l'Association des services internet communautaires. La taxe devrait rapporter entre 10 et 20 M€ à l'Etat.

Alliance autour du PC virtuel

Cisco et VMware annoncent une offre conjointe reposant sur les commutateurs UCS (Unified Computed System) et sur le logiciel VMware View 4.5. Enjeu de cette alliance : la gestion centralisée et à distance, depuis les salles informatiques, des déploiements liés aux changements de milliers de PC connectés en entreprise.

Les femmes désertent les TIC

L'étude Mutationnelles 2010 révèle une désaffection des femmes pour les filières techniques. Elles représentent 39 % des élèves en terminale scientifique et seulement 20 % d'entre elles poursuivent dans l'enseignement supérieur. En deux ans, le nombre de femmes ayant choisi une spécialisation en TIC a chuté de 11 %.

BAROMÈTRE

EN BREF

FINANCES Les banques lancent le prélèvement Sepa, valable dans une zone euro élargie

Se préparer pour l'Europe des paiements dématérialisés

Depuis le 1^{er} novembre 2010, un nouveau mode de prélèvement est proposé par les banques. Il concerne le règlement de tous les types de facture auprès d'un créancier français ou européen. Les entreprises et leur système d'information se préparent en effet à la migration vers l'espace unique européen des paiements (Sepa, Single European Payment Area). Entièrement dématérialisé, ce processus, qui s'applique aux virements et aux prélèvements, s'inscrit dans la logique de l'euro comme monnaie unique. Une période transitoire prévoit l'usage en parallèle des moyens de paiement nationaux et de ceux du Sepa jusqu'à la fin 2012.

Avec ce nouveau système, les entreprises pourront régler leurs factures par prélèvement, y compris dans les pays de l'espace Sepa^(*), qui ne se limite pas à la zone euro. Elles auront aussi la possibilité d'ajouter des commentaires à leurs opérations, ce qui est important pour les comptables et les trésoriers. Les délais de paiement à l'intérieur de la zone Sepa devraient être raccourcis, et la concurrence sera plus forte pour la fourniture des services de paiement.

Le système Sepa est censé raccourcir les délais de paiement à l'intérieur de l'Europe

Les principaux bénéficiaires, les firmes internationales, seront en mesure de centraliser leurs paiements et leurs encaissements en Europe, tout en recourant à un nombre restreint de banques (voire à une banque unique) pour diminuer leurs coûts. Le préalable à cette évolution est la migration vers de nouveaux protocoles de communication sur réseaux IP. Celle-ci s'impose aux 90 000 entreprises utilisant encore les « vieux » protocoles Etebac d'échanges de fi-



L'espace européen unique de paiements devrait réduire les coûts de traitement.

chiers avec leurs banques, via le réseau public X25 d'Orange Business Services, dont l'arrêt est déjà programmé pour le 30 septembre 2011.

Nouveaux identifiants bancaires

Les entreprises intégreront ensuite de nouveaux identifiants bancaires. Le RIB (relevé d'identité bancaire) va céder la place au BIC (code d'identification de la banque) et à l'Iban (numéro de compte bancaire international). Cette harmonisation des identifiants suppose de mettre à jour, pour chaque société, les coordonnées bancaires de centaines de fournisseurs (et de salariés). Un travail administratif qui s'annonce délicat, aucune erreur n'étant permise vu les montants en jeu. Des incidences sont à prévoir tant sur la comptabilité et la facturation des entreprises que sur la paie des employés. Pour les moyennes et grandes structures, la migration vers l'espace Sepa entraînera une modification des documents, des données et des logiciels. ■

FREDERIC BERGÉ

(*) Vingt-huit Etats de l'Union européenne plus l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein, la Suisse et Monaco.

Idu Web 2.0 à l'IT 2.0

→ 1



Le 9 novembre, le Club 01 DSI se réunissait au Plaza Athénée afin de débattre de la nécessaire transformation du système d'information et de son évolution vers un modèle « ITaaS ». Retour sur ces échanges

→ 2



Accéder à ses applications en tout lieu et à tout instant, ouvrir un espace de travail collaboratif en ligne ou accéder à toute ou partie de ses données à partir d'un téléphone mobile... Autant de gestes en passe d'être naturels pour le grand public. Mais pourquoi l'entreprise reste-t-elle autant à la traîne ?

« La fracture numérique se situe dorénavant entre le monde du grand public et celui de l'entreprise », lance Didier Lambert (3), ex-DSI d'Essilor, invité d'honneur de la soirée. Il renchérit : « Les utilisateurs se réfèrent à leur espace numérique à la maison et ne comprennent pas pourquoi ils ne retrouvent pas tous ces outils dans leurs entreprises. Il faut bouger ! ».

L'objectif pour les DSI est donc d'obtenir un système d'information plus souple, plus agile et plus dynamique qui permette aux utilisateurs de retrouver leurs environnements de travail collaboratif en tout lieu, à toute heure, sur n'importe quels outils et avec un haut niveau de performance.

Cette transformation du SI peut alors s'effectuer en trois étapes clés : la virtualisation, l'optimisation et l'automatisation et pour finir la migration vers le Cloud, nouvel univers où les applications se consomment à la demande sous forme de services. Les DSI en sont à l'IT 1.0 et doivent évoluer vers l'IT 2.0. Sylvain Siou (2), directeur tech-

nique de VMware, illustre « le modèle est similaire au téléphone mobile, où les applications sont disponibles à la demande ». C'est le modèle vCloud prôné par VMware où l'informatique se consomme sous formes de services dans un système souple, flexible et modulaire. Fini le datacenter « en béton », il devient virtuel et s'optimise automatiquement.

Cependant, cette (r)évolution n'est pas aussi aisée. Le DSI doit-il avancer masquer et accompagner les utilisateurs, ou bien anticiper et être force de proposition ?

« Les craintes des DSI sont multiples. Ils ont peur d'engendrer une altération de la productivité des salariés, de perdre le contrôle sur ces nouveaux outils ou de remettre en cause les process et l'organisation. Quant à la sécurité, c'est un argument facile ! » explique Didier Lambert.

Tous les DSI présents lors de ce cocktail dinatoire (4) se posent plutôt comme bâtisseurs de cette transformation. Tout du moins tant que ces nouvelles architectures ne remettent pas en cause le cœur des gros systèmes et des ERP notamment. « C'est la stratégie d'encercllement, les DSI mettent en place ce type de modèles sur des environnements périphériques » ajoute Didier Lambert. Mais les dernières réticences tomberont, ce n'est qu'une question de temps.

→ 3



→ 4



En partenariat avec

SÉCURITÉ Les groupes français ne protègent pas assez leur système d'information

Les entreprises prennent les risques informatiques un peu trop à la légère

Selon l'étude du cabinet Formind, 95 % des salariés déclarent avoir identifié les risques informatiques majeurs de leur entreprise. Totalement ou partiellement. Ce chiffre, issu d'une enquête menée auprès de 50 sociétés, et à laquelle près de 200 personnes ont répondu, est plutôt rassurant. Ce qui l'est moins, ce sont les raisons qui justifient cette affirmation. En effet, si l'on constate une bonne connaissance des risques, celle-ci reposerait plus sur un sentiment que sur une démarche rigoureuse. « Moins d'une entreprise sur deux est en mesure d'attester une approche plus technique des risques que fonctionnelle, une démarche plus intuitive qu'analytique », précise Hervé Morizot, fondateur du cabinet Formind.

La direction du risque peu représentée

De même, si neuf entreprises sur dix ont recours à la cartographie, seulement une sur deux le fait de façon formelle, et à peine 22 % disposent d'un outil informatique pour gérer les risques. « Cela confirme le caractère intuitif de la démarche. Même si, aujourd'hui, il faut reconnaître que peu d'outils sont capables de consolider

DES RISQUES IDENTIFIÉS MAIS PEU COUVERTS

Principaux risques

Source : Formind



Axes d'optimisation 2010-2012

Source : Formind



La focalisation sur les dangers techniques éventuels est forte, mais la priorité donnée à la couverture même des risques reste, quant à elle, faible.

l'ensemble des approches risques liés au système d'information (SI) : fraude, plan de continuité d'activité, processus sensibles... », ajoute Hervé Morizot. L'étude a également révélé que la plupart des sondés concernés par la gestion du risque informatique sont issus de la DSI ou du département rattaché à la sécurité du système d'information. Ils ne sont que 10 % à provenir de la direction des risques. On sait pourtant que la représentation des métiers dans

l'évaluation des menaces informatiques est fondamentale. « Cela révèle un problème de sensibilisation au niveau des directions générales quant aux dangers pesant sur les SI », souligne le fondateur du cabinet Formind.

À peine 22 % des sociétés disposent d'un outil informatique pour gérer les menaces pesant sur les SI

« Paradoxalement, il est rare de trouver un processus métier non informatisé. Je suis même encore stupéfait par la faible prise en considération de cette problématique par certaines directions des risques », s'étonne Hervé Morizot. Au final, seulement 34 % des entreprises considèrent que les risques représentent un axe majeur au pilotage du SI. « Ce sujet fait débat. Avec une approche risque, on est en effet en mesure de piloter la qualité du SI. Mais charge au Risk Manager IT d'en faire la démonstration à des DSI ou à des directeurs du risque pas toujours faciles à convaincre. »

Guère surprenant, le principal secteur d'activité sensible à la question est celui de la banque et de l'assurance (plus d'un établissement sur trois). Rappe-

L'AVIS DU RSSI



Monsieur X,

responsable de la sécurité des systèmes d'information

« Nous avons installé un nouveau système d'information avec des risques identifiés »

La gestion des risques du système d'information fait partie intégrante de ma fonction de RSSI. Il y a dix ans, l'approche était intuitive. Des méthodes aident désormais à mesurer les impacts sur le business. Depuis trois ans, nous avons travaillé sur la notion de risque quantifiable en utilisant un des aspects de la norme ISO 27001 ainsi que la méthode de la DCSSI (aujourd'hui Anssi,

Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information). Nous avons défini les politiques de sécurité et, surtout, les responsabilités de chacun, puis mis en place un nouveau système d'information, avec des risques spécifiques et identifiés. Cela a permis de définir des solutions précises. Le plus gros danger étant la perte de la confidentialité des données.

L'AVIS DE L'UTILISATEUR



Gil Vitasse,
responsable du
département
management de la
sécurité de Natixis

Nos premières démarches ont été réalisées d'après la Mehari (méthode harmonisée d'analyse des risques). Nous cherchions à donner une photo du niveau de maturité des services de sécurité du système d'information, accompagnée d'une description des scénarios de menaces les plus critiques. Ces analyses étaient destinées aux directions des implantations internationales. Nous étions dans une logique de sensibilisation des métiers. Fin 2009, nous avons décidé de lancer, sur quatre mois, un projet d'approche pragmatique de la gestion des risques. Notre objectif est de piloter la stratégie de la sécurité des systèmes d'information et de la continuité d'activité par les risques métier.

lons que la gestion des risques est une discipline principalement issue de ce milieu, en raison des impératifs imposés par les réglementations Sarbanes-Oxley et Bâle 2. Le secteur de l'industrie et des services, lui aussi soumis à des pressions réglementaires, arrive en deuxième position, avec 22 %. Alors, cela veut-il dire que ceux qui n'ont pas d'obligations sont à la traîne ? « *Clairement, ils travaillent peu sur le sujet. Elargir le champ des contraintes n'est pas une solution pour autant. Il faudrait réussir à sensibiliser les directions générales* », insiste Hervé Morizot.

Service public : un cas particulier

L'étude montre, en outre, une forte présence des entreprises de plus de 1 000 salariés (83 %) parmi les sondées. Le secteur public est, lui, absent. « *Le niveau de sensibilisation y est très variable, allant de la non-considération à une prise en charge draconienne.* » Il faut savoir que le secteur public est assujéti à des réglementations et référentiels internes qui le tiennent un peu à l'écart de la gestion des risques telle qu'on l'entend dans le monde du privé. ■

STÉPHANE BELLEC

IT for BUSINESS FORUM



COURCHEVEL
SAVOIE - FRANCE

7 au 9 avril 2011

3 JOURS pour comprendre les enjeux des technologies dans la transformation de son entreprise.



Cette manifestation de haut niveau réunira de nombreux dirigeants autour d'intervenants prestigieux.

Au programme :

- Les ruptures sociétales
- Diriger une entreprise 2.0
- Maîtriser son E-Réputation
- La métamorphose de l'interface homme-machine
- Sécurité, pilier de la compétitivité
- Business du Green IT
- Stratégie multicanal et relation client
- Les nouveaux concepts collaboratifs
- À quand la prochaine rupture ?

Avec notamment la participation de :

- Rahaf Harfoush**, responsable Communication nouveaux médias de la campagne de Barack Obama.
Denis Payre, créateur de Business Objects et de Kiala, leader de la vente à distance.
Tan Le, créatrice de l'environnement contrôlé par la pensée.
Anand Agarawala, inventeur du révolutionnaire bureau 3D BumpTop, racheté par Google.
Jamais Cascio, futurologue américain le plus réputé, créateur du 2^{ème} forum prospectiviste au monde.

Liste complète des intervenants disponible sur le site internet du forum

PROGRAMME ET INSCRIPTION :

www.itforbusinessforum.com*

* Programme et conditions d'inscriptions sur www.itforbusinessforum.com / Dans la limite des places disponibles.

tarif « Early Bird » jusqu'au 31 décembre 2010 minuit.

Partenaires stratégiques :




Partenaires media :






Produit par :



En collaboration avec :



EN PARTENARIAT AVEC



Stanislas Pilot, 40 ans (ENST, MBA au MIT, DEA en économie à Paris-IX), est nommé directeur général du fournisseur de services de collaboration à distance **Arkadin**. Il était précédemment Private Equity Practice Leader chez Capgemini Consulting.



Daniel Chaffraix, 54 ans (ESC, Master of Science Program en finance à l'université du Kansas), rejoint **Capgemini** comme directeur en charge des services de conseil et de projet du groupe dans le domaine des infrastructures informatiques. Ex-président d'IBM France, il dirigeait, depuis janvier, l'ensemble de la relation avec le groupe SNCF.



Gérald Karsenti (Sciences po, HEC Paris, etc.) est promu vice-président et directeur général de **HP Enterprise Services France**, dont le cœur de métier est l'infogérance. Il garde des responsabilités transversales au sein de HP France. Depuis 2007, il était vice-président et directeur général des ventes HP Enterprise Business France.



Doris Gautronneau, 47 ans (ESCM Rouen Business School), prend la direction des RH et de la communication de **Xerox France**, où il était jusqu'à présent directeur support ventes, formation et développement. Il conduira notamment le changement dans une entreprise qui se renforce dans les services après le rachat d'ACS.

Philippe de la Fortelle, 36 ans (INT et MBA HEC), devient responsable stratégie et veille concurrentielle au sein de l'activité services d'**Alcatel-Lucent France**. Il était auparavant directeur marketing et stratégie chez Ericsson France.

VOUS AVEZ CHANGÉ DE POSTE, FAITES-LE SAVOIR SUR WWW.NOMINATION.FR

NOMINATIONS

MOBILITÉ Plusieurs initiatives laissent présager un développement de la communication en champ proche

Paiement sans contact : y aller pas à pas

Après l'Asie, le déploiement de la technologie de communication sans contact (NFC ou Near Field Communication) gagne l'Occident. Apple comme Research in Motion (RIM) ont confirmé qu'ils travaillaient à son intégration dans leurs smartphones respectifs, l'iPhone et le Blackberry. Google, lui, a fait, le mois dernier, une démonstration de paiement depuis un mobile équipé d'une puce NFC et fonctionnant sous le système d'exploitation Android. En France, l'Etat a lancé à la mi-2010 un processus de labellisation des villes « territoires leaders du sans-contact », avec, comme objectif, l'accompagnement de projets aussi bien lors de leur conception que financièrement.

Mi-novembre, les trois opérateurs américains AT&T, T-Mobile et Verizon ont créé la coentreprise Isis afin de favoriser le développement du paiement mobile sans contact. Autrement dit, la technologie NFC, que ce soit sur mobile ou sur carte, est en passe de se généraliser. Il s'agit donc, pour les entreprises, de ne pas passer à côté de nouvelles opportunités.

Les entreprises doivent d'abord introduire cette technologie comme un outil de fidélisation

« Mais attention ! Le fait que les fournisseurs préparent leurs offres n'est pas une garantie de succès, puisque la demande reste limitée », tempore Christophe Uzureau, directeur de recherche chez Gartner. Pour lui, il faut avant tout travailler sur les habitudes de consommation. En France, les moyens de paiement sont rigides. Les entreprises doivent dans un premier temps utiliser cette nouvelle technologie comme un outil de fidélisation, ce qui peut être, à terme, un catalyseur pour le proposer comme moyen de paiement. « Le plus important est d'établir une feuille de route : par exemple, commencer par recourir à la NFC pour fidéliser les usagers via du couponing, puis leur



Le règlement avec une carte à puce NFC va-t-il séduire les Français ?

« fournir des outils d'analyse afin d'améliorer la gestion des dépenses. Ainsi, ils feront de plus en plus confiance à ce nouveau mode de consommation et, au final, l'adopteront plus facilement comme moyen de paiement », détaille Christophe Uzureau.

Élargir les champs d'application

Entreprises et collectivités devraient maintenant concentrer leurs efforts sur le développement d'applications : contrôle d'accès, passeport touristique, assistance aux personnes âgées, etc. Pour les commerçants qui souhaitent proposer ce mode de paiement à leurs clients, le seul point sensible est lié à l'intégration des nouveaux terminaux de paiement électroniques (TPE). Les petites surfaces de vente comme la grande distribution doivent s'adresser à leurs intégrateurs habituels. « Nous conseillons de passer par internet plutôt que par le réseau téléphonique, car cela limite l'investissement », précise un porte-parole du Crédit Mutuel. Enfin, même si le Japon est régulièrement cité en exemple comme pays précurseur du paiement sans contact, les banques nipponnes auraient toutefois annoncé que les utilisateurs n'effectuaient en moyenne... qu'une transaction par mois. ■

EDDYE DIBAR

DÉCRYPTAGE

Le moteur de recherche d'entreprise expliqué à votre DG

POURQUOI S'Y INTÉRESSER : Les moteurs de recherche d'entreprise (Exalead, Sinequa, Polyspot, Autonomy, Fast, Google...) servent à casser les silos de données dans les systèmes d'information. Et ouvrent la voie à des applications de business intelligence ou de CRM.

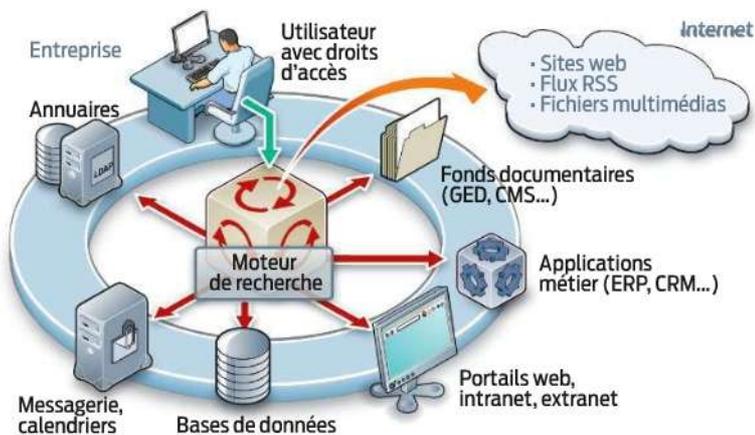
Les gains

1 Libérer l'information. L'utilisateur ne se préoccupe plus de savoir comment il doit accéder à un document. Il lui suffit d'effectuer une requête sur le moteur de recherche de l'entreprise. Ce dernier devient l'interface unique de recherche pour de multiples sources de données, structurées ou non. Selon les éditeurs, plus ou moins de connecteurs standards sont disponibles pour Documentum, SAP, Sharepoint, etc. Des connecteurs spécifiques sont parfois développés pour récupérer des informations d'autres bases documentaires, applications...

2 Accélérer l'accès aux données. Récupérer une information dans l'index d'un moteur de recherche s'avère souvent bien plus rapide que dans une base de données volumineuse, d'où la préférence de certaines entreprises pour le premier. Ce mécanisme est parfois utilisé dans des projets de business intelligence avec calcul des indicateurs à la volée et ajout d'une interface de présentation graphique des résultats.

3 Un outil simple à utiliser... Les gens sont souvent familiarisés avec le moteur web de Google, auquel ils recourent à titre professionnel ou personnel. Ils sont donc habitués au mécanisme de requête et à l'interface simplifiée. Cette dernière tend à se complexifier avec la navigation par facettes, qui permet d'affiner la recherche via des sous-catégories affichées sur un panneau latéral. Cela reste toutefois moins compliqué que les formulaires avec des cases à cocher.

UNE VUE À 360°



Source : Polyspot et OI Informatique

Les moteurs de recherche donnent accès à tout type de données, essentiellement internes, mais aussi externes, qu'elles soient structurées ou non.

4 ... et facile à mettre en œuvre. Les temps de déploiement sont plutôt courts par rapport à d'autres projets informatiques. La formation des utilisateurs est succincte, les changements dans l'infrastructure sont minimes. Et la maintenance n'est guère importante.

Les limites

1 Une gestion de la sécurité parfois délicate. Lors d'une requête, un moteur ne doit proposer comme résultats que des documents sur lesquels l'utilisateur dispose, au minimum, des droits en lecture. Si la sécurité n'est pas correctement gérée, certains utilisateurs risquent d'avoir accès à des informations qu'ils ne sont pas censés connaître. Il faut que le moteur comprenne quels sont les droits affectés à l'utilisateur pour chaque application. Il doit aussi savoir comment unifier ces droits lorsqu'ils sont incohérents entre les différents silos applicatifs et documentaires.

2 La qualité des connecteurs diffère. Les éditeurs proposent souvent les mêmes connecteurs de base, à la sécurité et aux fonctionnalités variables. Les applications complexes, comme SAP, sont parfois difficiles à appréhender.

3 Une pertinence difficilement mesurable. Car elle est surtout ressentie et nécessite de travailler avec les utilisateurs finals pour comprendre leurs besoins. Les résultats et les catégories exploitées pour la navigation par facettes doivent être pertinents. La gestion des différentes langues est importante.

4 Un second moteur pour la sémantique. Lingway ou Temis peuvent être utilisés en complément d'un moteur plus généraliste. Les modules sémantiques aident à limiter les ambiguïtés de sens d'un lexique spécialisé et à améliorer la recherche sur des synonymes ou des concepts connexes. Ces moteurs recourent souvent à des corpus spécifiques, aux métiers ciblés. ■ MARIE JUNG

La division stockage de Dell s'essouffle



Les résultats du troisième trimestre fiscal 2011 publiés par Dell ont tout pour séduire les investisseurs. Le chiffre d'affaires croît de 19 %, pour atteindre 15,4 Md\$; les ventes de serveurs et de matériels réseaux progressent de 20 % et celles des services de... 64 %, grâce à l'apport de Perot Systems. Pour le stockage, le constat est plus mitigé : + 7 % par rapport au troisième trimestre 2010, mais, comparée au deuxième trimestre 2011, l'activité baisse de 13 %. Les fortes ventes de la gamme iSCSI EqualLogic (+ 66 %) ont sauvé la division du chaos. On comprend mieux les batailles livrées par Dell contre HP pour prendre le contrôle de 3PAR, puis contre EMC pour Isilon, soit deux spécialistes du stockage.

Internet en train et en avion

Se connecter à internet en Wi-Fi à bord du TGV ou d'un avion de la compagnie Lufthansa est désormais possible, mais payant. Avec Box TGV, la SNCF propose aux passagers du TGV Est un accès à internet doublé d'un portail de services. De son côté, Lufthansa a ouvert Flynet, une connexion haut débit à internet réservée, dans un premier temps, à ses vols transatlantiques.

Trend Micro investit dans le chiffrement

L'éditeur a annoncé avoir signé un accord pour le rachat de Mobile Armor, spécialisé dans les solutions de chiffrement. Les produits seront intégrés dans l'offre de prévention contre la fuite de données de Trend. Cette acquisition rappelle celle de Safeboot par McAfee... en 2007.

VU DES MARCHÉS

EN BREF

DÉMATÉRIALISATION Le décret d'application encadrant les LRE devrait être publié avant avril 2011

La lettre recommandée électronique bientôt validée par décret

Le Conseil d'Etat s'impatiente. Fin octobre, il a rendu un arrêt demandant au gouvernement d'édicter les décrets concernant l'utilisation de la lettre recommandée électronique (LRE). « *Tant que le décret n'est pas paru, il n'est pas possible d'utiliser la LRE dans les cas où la loi impose l'envoi d'une lettre recommandée*, explique Isabelle Renard, avocate associée du cabinet Racine, et docteur ingénieur. *En effet, la date de réception revêt une grande importance : elle sert à calculer les délais pour faire valoir des droits. Il ne faut donc pas qu'elle puisse être contestée.* »

Baisse des frais d'envoi

Les lettres recommandées ont deux types de destinataires : professionnels et particuliers, ces derniers devant, au préalable, accepter de recevoir un courrier électronique. Le décret pourrait être accompagné d'une certification des prestataires de LRE. Les tiers de télétransmission homologués par l'Etat, comme les solutions de la Caisse des dépôts et de l'Adullact (Association des développeurs et des utilisateurs de

logiciels libres pour l'administration et les collectivités territoriales), s'occupent déjà des échanges entre administrations et entreprises. Ils devraient donc sans doute se charger d'acheminer les LRE quand le décret sera paru.

Les entreprises attendent de la LRE une baisse des frais d'envoi, surtout en cas d'utilisation massive, et une automatisation des processus. Le déplacement à la poste ne sera plus nécessaire. « *Le recours aux recommandés reste, pour l'instant, ponctuel car ils sont chers. Pouvoir envoyer des lettres recommandées électroniques aiderait à généraliser leur utilisation* », estime Jacques Leret, consultant associé chez Opus Conseils. En outre, les échanges électroniques seront tracés et sécurisés. « *Avec le recommandé postal, il était impossible de contester la date de réception, mais rien ne garantissait que le contenu correspondait à celui prétendument envoyé. Avec la LRE, le contenu est techniquement lié à l'envoi, la fiabilité est donc accrue* », argue Isabelle Renard.

Fin du monopole de La Poste

Même si c'est peu probable, le gouvernement pourrait ne pas faire paraître les décrets malgré la demande du Conseil d'Etat. En effet, cette décision brise, de fait, le monopole de La Poste sur les recommandés. Une entreprise publique devant déjà faire face à la dématérialisation des courriers sur bien d'autres aspects. Il est d'ailleurs plutôt étonnant que, depuis 2005, date de l'ordonnance régissant la LRE, aucun décret n'ait été publié... Mais « *la dématérialisation ne rentre que très lentement dans les mœurs* », constate Isabelle Renard. Ainsi, les plates-formes dématérialisées de marché public utilisées par les collectivités et les administrations pour leurs appels d'offres ne reçoivent encore que peu de réponses électroniques, en dépit d'une réglementation contraignante. ■ MARIE JUNG

À SAVOIR

Le cadre réglementaire

- **Les envois électroniques recommandés** sont régis par l'article 1369-8 du code civil, inséré par l'ordonnance n° 2005-674 du 16 juin 2005 relative à l'accomplissement de certaines formalités contractuelles par voie électronique.
- **Le courrier électronique recommandé** acquiert force probante lorsque le procédé utilisé pour l'envoi répond aux exigences suivantes : identifier le tiers qui achemine le courrier électronique recommandé ; désigner l'expéditeur ; garantir l'identité du destinataire ; établir si la lettre a été remise ou non au destinataire.

Source : FNTC (2009)

GREEN TECH

Une plate-forme de services pour maîtriser l'énergie

Dans leur projet de déploiement de smart grid, les fournisseurs d'énergie sont confrontés à un défi majeur : susciter l'adhésion des consommateurs. Pour les convaincre et les fidéliser, ils vont devoir, comme les opérateurs de téléphonie mobile, développer des services innovants, fondés sur les technologies de comptage intelligent et les équipements domotiques dernier cri. Ils pourront sans aucun doute s'appuyer sur le savoir-faire de la jeune entreprise Gridpocket, qui leur fournit, en marque blanche, une plate-forme de services à valeur ajoutée de gestion de la maîtrise des ressources énergétiques.

Équilibrer la demande

En se fondant sur une étude de marché, la start up, née à la fin de 2009 et basée à Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes), a relevé trois problématiques essentielles auxquelles les fournisseurs devront répondre : le manque d'informations du côté des usagers ; la gestion de la demande avec, en corollaire, l'équilibre entre la production et la consommation ; la concurrence accrue suite à l'ouverture du marché de l'énergie.



Gridpocket assure l'affichage des données énergétiques sur smartphone.

S'agissant de l'information des usagers, tout reste à faire. « Aujourd'hui, le consommateur est aussi informé qu'un client qui achèterait des produits dans un supermarché n'affichant pas les prix », fait savoir Filip Gluszak, président de Gridpocket. Dans ce domaine, la jeune pousse a développé des fonctions répondant aux conclusions d'une étude de l'université d'Oxford menée en 2006 sur le comportement des usagers. Selon elle, l'affichage ambiant de données contribue à réduire la consommation d'énergie de plus de 15 %, voire de 25 % en cas d'attitude écoresponsable. Gridpocket Client a ainsi deux vocations. La première est de fournir aux usagers des informations sur leur consommation

(watts, équivalent CO₂, prix...) directement sur leur smartphone (iPhone, Android et, plus tard, Windows Phone), mais aussi sur des téléviseurs connectés à internet. La seconde est de proposer à l'usager de relayer dans ses réseaux sociaux préférés, Facebook ou Twitter, ses prouesses de « consommateur » en matière de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

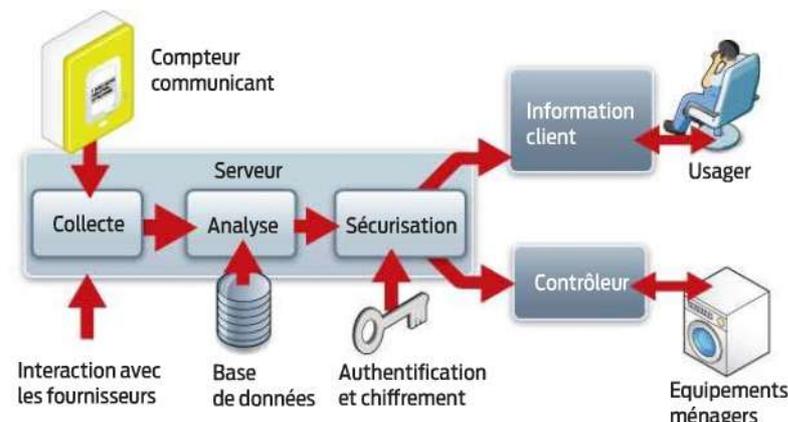
Gestion des appareils à distance

Pour la gestion de la demande, Gridpocket a développé un module logiciel embarqué de contrôle des appareils de la maison (radiateurs électriques, réfrigérateurs, machines à laver, etc.) connectés au réseau internet. Une technologie qui fait l'objet d'un brevet dit de délestage IP à bas coût. Autrement dit, grâce à ce module, il sera possible pour un fournisseur d'énergie de procéder, lors d'un pic de la demande, à l'« effacement » de certains appareils. Quant à la question de la fidélisation des clients des opérateurs soumis à une concurrence de plus en plus rude, Gridpocket y répond avec son Mobile Energy Server. Hébergé dans le cloud, ce serveur fait le lien entre les distributeurs d'énergie et les usagers. Interagissant avec les compteurs intelligents, il collecte les informations de consommation, les analyse et sécurise leur diffusion. La phase d'analyse de cette masse de données s'appuie sur un système expert, dont les algorithmes d'apprentissage vont aider à affiner la relation avec les clients au fil du temps.

Le premier déploiement commercial de la plate-forme de Gridpocket est prévu pour 2011. La jeune société participe, pour l'heure, à un projet pilote sur la ville de Cannes. Et Filip Gluszak de confesser : « L'avenir de Gridpocket est associé en grande partie au déploiement des compteurs intelligents, dont le nombre d'unités devrait dépasser les 250 millions au niveau mondial dans quatre ans. » Juste une question de temps. ■

STÉPHANE PARPINELLI

INFORMER ET ANALYSER



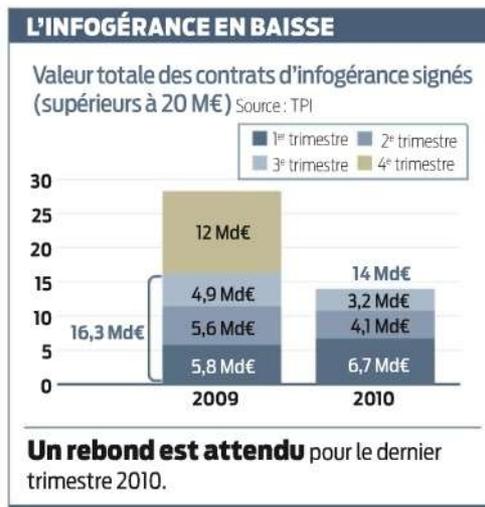
La plate-forme de Gridpocket se compose de trois briques principales : un client, un contrôleur et un serveur d'analyse.

EXTERNALISATION Le cabinet TPI livre son baromètre trimestriel des opérations en Europe

Peu de nouveaux grands contrats d'outsourcing en 2010

L'année 2010 sera une année de transition en matière d'externalisation. La plupart des grosses affaires conclues cette année en Europe résultent de la renégociation ou de l'extension de précédents contrats. Selon le cabinet de conseil TPI, qui scrute chaque trimestre les marchés d'infogérance et de BPO (externalisation de processus métier) supérieurs à 20 millions d'euros, la valeur totale des accords issus de renégociations a augmenté de 141 % (à 7,5 milliards d'euros) sur les neuf premiers mois 2010 par rapport à la même période de 2009.

Cette croissance tient au taux important de contrats d'externalisation qui arrivent à échéance cette année, mais également au souhait des clients de restructurer leurs accords existants. En revanche, peu de nouvelles affaires ont été signées entre les grandes entreprises et les prestataires. La valeur globale des nouveaux contrats est en chute de 36 % (à 10,8 milliards d'euros) et a atteint au



troisième trimestre son plus bas niveau depuis une décennie.

Au total, la valeur globale des grands contrats d'externalisation signés cette année en Europe est en recul de 8 %. La situation est néanmoins très dispa-

rate selon que l'on regarde du côté du BPO ou de l'infogérance. Dans le cas des processus métier (RH, finances, achats...), la tendance est à la hausse (16 %) après, il est vrai, une année 2009 plutôt faible.

La crise, frein de l'externalisation

En fait, le déclin du marché de l'outsourcing provient de la baisse des affaires signées en infogérance (- 14 %). Une chute constante depuis deux ans, ce marché ayant atteint son pic de forme en 2008. Cette donnée bat en brèche l'idée répandue que les prestations dans ce domaine profitent forcément des périodes de crise économique, les entreprises cherchant à rationaliser leurs infrastructures informatiques. C'est généralement vrai pour les petites opérations, moins dans le cas des grosses. En période de crise, les entreprises ont tendance à remettre à plat leurs contrats d'externalisation existants. ■ OLIVIER DISCAZEUX

GOUVERNANCE IT Une enquête révèle que la moitié des DSI prévoient une sortie de crise

Les DSI plutôt optimistes sur l'avenir

Les budgets des DSI ont recommencé à augmenter et les équipes à s'étoffer.

Consultant auprès du cabinet de chasseurs de têtes Alexandre TIC, Jean Thily a mené son enquête annuelle auprès d'une centaine de DSI d'entreprises de toutes tailles et de tous secteurs. Premier constat, 46 % entrevoient la sortie de crise, le double par rapport à 2009. Plusieurs signes confirment l'embellie : 73 % des DSI font état d'un budget stable ou en augmentation. L'an dernier, la moitié d'entre eux indiquait un budget en diminution.

Neuf sur dix se déclarent engagés dans un grand projet. Il s'agit, dans 63 % des cas, de refontes partielles ou d'une implantation d'un ERP, d'une application métier ou d'un CRM. Les recrutements suivent : huit DSI sur dix ont

procédé à des embauches au premier semestre 2010, et même s'ils se révèlent frileux dans leurs prévisions, six sur dix envisagent d'engager de nouveaux collaborateurs avant la fin de l'année.

« Les effectifs d'une DSI sur quatre ont augmenté en 2010, preuve que l'étau de la crise se desserre. »

Jean Thily, consultant du cabinet Alexandre TIC

En 2009, quatre DSI sur dix signalaient une diminution de leurs effectifs. Pour 2011, les principaux profils recherchés seront d'abord des directeurs ou des chefs de projet (une demande sur deux), suivis des développeurs (un quart des demandes dont un tiers orienté web) puis des architectes.

Quant au tiercé gagnant des profils de l'expertise, il se compose des ingénieurs experts (35 % des demandes), suivis par les architectes techniques (30 %) et les RSSI (10 %).

Améliorer les performances avant tout

Les DSI sont surtout préoccupés par l'amélioration des performances du service (gestion des priorités, recours aux méthodes agiles, etc.). Ensuite, ils s'inquiètent autant sur le devenir de la fonction de DSI que sur l'arbitrage entre les évolutions techniques et celles demandées par les métiers. A noter qu'en 2010, le nombre de DSI du panel non issus de la filière IT a progressé de quatre points (ils sont 14 %). ■

CHRISTINE PERESSINI

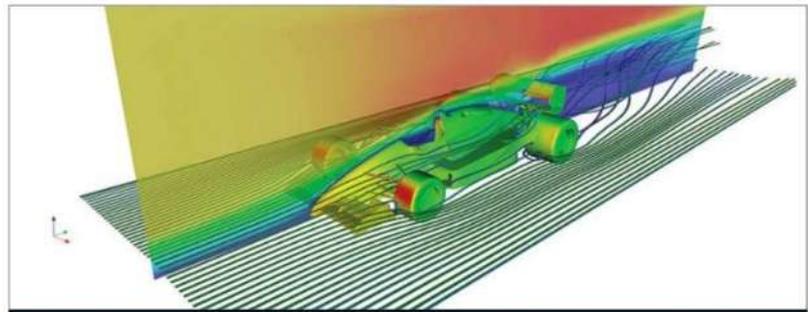
SERVICE EN LIGNE Les premières offres de calcul intensif à la demande apparaissent

Les supercalculateurs se mettent à l'heure du cloud

Tous les six mois, le Top500 désigne les ordinateurs les plus puissants de la planète. En tête du classement figure désormais Tianhe-1A, une machine chinoise avec une puissance de calcul de 2 pétaflops. Très impressionnant, mais sans intérêt pour la plupart des entreprises. Hormis les grands groupes ayant assez d'argent pour se doter d'un tel mastodonte, elles n'ont pas vraiment accès à ce type de ressource. En tout cas, jusqu'à présent. Car depuis quelques mois, un nouveau service a fait son apparition : le calcul intensif en mode cloud, c'est-à-dire à distance, à la demande et facturé à l'heure.

Grâce au cloud, le calcul haute performance devient accessible à toutes les entreprises

Premier à dégainer : Amazon, avec sa filiale Web Services. Depuis juillet, ce fournisseur loue des grappes de serveurs virtuels sur architecture x86 pouvant aller jusqu'à 128 nœuds de calcul haute performance. Depuis mi-novembre, il propose également des instances sur processeurs graphiques (GPU, Graphical Processor Unit), mieux adaptées au calcul parallèle. De son côté, Bull a présenté Extreme Factory, une offre de calcul intensif



Hors logiciel, une heure de calcul coûte moins de 1 euro par cœur de processeur.

intégrée, avec une gestion de la répartition des calculs, un catalogue applicatif, et une visualisation des résultats à distance. Enfin, Microsoft a annoncé l'interopérabilité de Windows Azure et de son offre serveur HPC Windows Server 2008 R2. Cette plate-forme autorise désormais la création et la gestion des instances de calculs massivement parallèles dans Azure. L'objectif de ces nouvelles solutions est de démocratiser le calcul intensif et de le rendre plus flexible. « Pour les grands groupes, c'est un moyen d'absorber les pics de charge. Pour les PME, d'accéder à des ressources jusqu'alors inaccessibles », explique Olivier Jean, directeur du programme Extreme Factory chez Bull. Etudes sismiques, design aérodynamique ou création d'effets spéciaux : le fabricant espère surtout séduire les

secteurs de l'industrie et des médias. Pour les PME innovantes dont l'activité s'appuie sur la simulation, ce type d'offres semble pertinent.

Un manque de modèles de licences adaptés

En dehors de l'externalisation, d'autres usages pourraient émerger. Certains cabinets d'architecture sont ainsi déjà en train de tester le calcul intensif en mode cloud pour améliorer le contact avec les clients : munis d'une tablette, ils seront en mesure de modifier une maquette virtuelle en temps réel, directement chez le donneur d'ordres. De son côté, l'Américain Elemental utilise le cloud pour convertir des flux vidéo en temps réel. Ainsi, le streaming d'un match de foot pourra être diffusé directement en de multiples formats et encodages : mobiles, tablettes, PC... Mais deux freins subsistent. Le premier est la connaissance théorique du calcul intensif. Avant de démarrer sur un supercalculateur, mieux vaut posséder de solides bases en algorithmique parallèle et distribuée. Le second est le monde de l'édition. Pour exécuter un logiciel sur des centaines de nœuds pendant un temps limité, il faut avoir le modèle de licence idoine. « Les éditeurs y réfléchissent, mais l'offre reste limitée », note Muriel Barthelemy, ingénieur d'affaires HPC chez Microsoft. Les politiques de tarification évoluent, toutefois. Pour le lancement de Bull Extreme Factory, six éditeurs commerciaux ont fait l'effort d'adopter une facturation à l'heure de leur logiciel. ■ GILBERT KALLENBORN

L'AVIS DE L'EXPERT



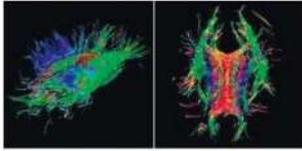
Matt Wood,
expert technique chez Amazon Web Services (AWS)

« Nos clients peuvent innover plus rapidement et accélérer la mise sur le marché de leurs produits »

Entreprises, start up, laboratoires nationaux, institutions de recherche... Depuis le lancement, en juillet, de notre offre de calcul intensif dans le cloud, plusieurs types de clients nous sollicitent. Les applications sont diverses : la modélisation financière, le rendu graphique, la mécanique des fluides, etc. Nos clients nous disent que le cloud leur permet d'innover plus

rapidement et d'accélérer la mise sur le marché de leurs produits. Le spécialiste brésilien de l'énergie PSR, par exemple, utilise notre service pour des calculs de modélisation. Grâce au cloud, ils ont diminué le temps d'exécution de 70 %. De leur côté, les ingénieurs de la Nasa exploitent notre service pour gagner du temps dans le traitement d'images satellite de plusieurs gigapixels.

Le cerveau en 3D



Vesna Prčkowska, chercheuse à l'université d'Eindhoven (Pays-Bas), a élaboré une technique pour voir les connexions nerveuses du cerveau en relief. Son logiciel convertit les scans obtenus par IRM (Imagerie par résonance magnétique) en images 3D, et permet ainsi au neurochirurgien de mieux visualiser les faisceaux de nerfs avant une opération. L'application nécessite encore des améliorations, notamment pour être sûr que les images correspondent bien à la réalité.

Des films transparents pour cellule solaire

Constitué d'un polymère semi-conducteur dopé avec du fullerène (molécule de carbone en forme de ballon de football), le matériau développé par des scientifiques des laboratoires de Los Alamos absorbe la lumière et produit de l'électricité. Lorsqu'il est appliqué sur une surface, il s'autoassemble pour former une couche transparente. Il pourrait servir à créer de nouveaux écrans ou être appliqué sur des vitres pour produire de l'énergie.

Un petit écran holographique



Des chercheurs de l'université d'Arizona ont conçu un

système holographique assurant un affichage en relief. L'avancée se situe au niveau du matériau photoréfractif dont est fait l'écran, sur lequel sont projetées les images. La prise de vues s'effectue à l'aide de caméras classiques, les images étant ensuite encodées à l'aide de deux lasers. Le prototype d'écran mis au point ne mesure que 10 pouces, mais les scientifiques travaillent déjà sur une version plus grande.

START UP

Une sonde pour auditer en continu le système d'information

NOM : Itrust.

DATE DE CRÉATION : 2007.

DOMAINE : sécurité informatique.

INNOVATION : supervision en temps réel du système d'information.

PRODUIT : Ikare.

Née il y a quatre ans, la jeune société Itrust fédère plusieurs compétences sur la sécurité de la région du Sud-Ouest. « Nous voulions créer un pôle d'expertise. Beaucoup d'ingénieurs étaient répartis entre des sociétés de services et des éditeurs et nous souhaitions réunir les meilleurs talents », explique Jean-Nicolas Piotrowski, son directeur. Les prestations ne sortent pas de l'ordinaire : audit intrusif, conseil, expertise et formations. A la différence près que, parallèlement, Itrust développe Ikare, une application (sonde) qui scanne le système d'information de l'entreprise. Le but étant de l'auditer, via un ensemble de questions-réponses, et d'effectuer une supervision de ses performances et de sa sécurité. « Les développements ont lieu sur *Prélude*, un moteur de corrélation, et sur *Symfony*, pour le framework PHP. Nous avons mis au point nous-même le scanner chargé d'auditer le réseau », précise le directeur.

Deux ans de développement

Avec 280 000 euros de fonds propres et un noyau dur de trois développeurs et de six ingénieurs, l'outil de supervision est conçu en deux ans. La réalisation de l'interface graphique est, elle, confiée à un sous-traitant. En 2009, la start up reçoit le trophée TIC Midi-Pyrénées. Le gouvernement la reconnaît comme jeune entreprise innovante car stratégique. La différence avec un système de prévention d'intrusions (IPS) ? « Notre solution

n'est pas en coupure sur le réseau », répond Jean-Nicolas Piotrowski. Aucun ralentissement ni interruption ne sont possibles car Ikare n'est pas prévu pour intervenir en temps réel. « L'idée est de détecter en amont les comportements déviants. » Toutes les informations recueillies par la sonde sont envoyées au moteur de corrélation, qui s'appuie sur une bibliothèque de scénarios prédéfinis par Itrust et fait ressortir d'éventuels comportements anormaux.

Accords avec des hébergeurs

« Nous travaillons sur des analyses mathématiques multidimensionnelles afin de détecter des comportements inconnus. Le superviseur est alerté en cas de bande passante élevée et de port ouvert, par exemple », précise Jean-Nicolas Piotrowski.

Itrust a déjà obtenu l'accord de certains hébergeurs pour installer sa sonde à l'intérieur de leur système d'information. Un moyen de garantir aux clients de ces derniers une certaine transparence. La prochaine étape ? « Passer à une version d'Ikare pour le cloud », confie Jean-Nicolas Piotrowski. ■ STÉPHANE BELLEC

REPÈRES

Siège : Labège (31).

Effectif : 9 personnes.

Financements : 175 k€ de subventions et d'avances remboursables, ainsi que 255 k€ de garantie bancaire (Oséo) ; 160 k€ de business angels et 280 k€ de fonds propres.

Les fondateurs :

Jean-Nicolas Piotrowski : 35 ans, gérant. Ex-responsable sécurité de la salle de marché de BNP Paribas Arbitrage (75).

Henri Piotrowski : 62 ans, associé. Ancien PDG d'EADS ATR.

EXPÉRIENCES



« Désormais, les directions métier des collectivités accompagnent la DSI au lieu de lui déléguer ses problèmes. »

Edith Moreau-Parizet, Sopra Group

Danger ! 30 % des Français actifs publient des informations professionnelles et, pour 58 % d'entre eux, Facebook s'impose comme le site pour les diffuser.

TÉLÉCOMS

La téléprésence révolutionne le modèle traditionnel de la réunion

Malgré ses exigences techniques et son coût élevé, la téléprésence séduit de nombreuses entreprises. Pour la mettre en œuvre, trois scénarios sont possibles : tout maîtriser en interne, s'en remettre à un opérateur, ou louer des salles à la demande.

La téléprésence immersive procure aux participants l'illusion qu'ils sont réunis face à face dans la même pièce. C'est le fruit de l'utilisation de grands écrans plats couleur en haute définition, de l'excellente restitution du son et du partage simultané de documents. Pour les entreprises ayant déjà utilisé la visioconférence, la rupture technologique est évidente. « Il n'était pas toujours possible, jusqu'à présent, d'échanger des documents pendant une session de visioconférence. La qualité du son et de l'image était, en outre, parfois décevantes », explique Laurent Chartier, architecte réseaux et télécoms à la DSI du groupe Scor, société de réassurance, dont le siège est à La Défense (92).

Des réunions virtuelles très efficaces grâce à des équipements de qualité

Cette rupture technologique conduit les entreprises à raisonner différemment pour déployer et utiliser les salles de téléprésence immersive. Trois approches se détachent aujourd'hui : la première consiste à gérer la technologie en interne, y compris le service de conciergerie⁽¹⁾ ; la deuxième, à s'en remettre à un opérateur et/ou à un prestataire pour la réservation et la mise en place des réunions ; et la troisième, à



D'ici à 2012, Axa chiffre l'économie générée par la téléprésence à 16 000 voyages, 18 000 tonnes de CO₂, 160 millions de kilomètres et 308 000 heures de déplacement, sur une base annuelle.

ne recourir à la téléprésence qu'en mode locatif, à la demande, sans s'équiper de salles en interne.

1. Concevoir et opérer le service

Axa a préféré tout maîtriser et fait appel à sa filiale Technology Services, chargée de gérer ses infrastructures et ses

serveurs. « La proposition d'externalisation émise par Cisco en 2008, au moment de faire notre choix, n'a pas correspondu totalement à nos attentes. Par ailleurs, les services de conciergerie n'étaient pas au niveau de ce que nous souhaitons. Chez Axa, la téléprésence est considérée comme partie prenante de l'infrastructure nécessaire à la ges-

tion de l'information, au même titre que la téléphonie, la transmission des données ou les datacenters. Toutes ces considérations nous ont conduits à privilégier la maîtrise interne du service de téléprésence », raconte Yves Laurent, directeur des ressources humaines et communication d'Axa Technology Services. Sur le plan technique, la société s'est appuyée sur le réseau télécoms existant, construit avec Orange. L'apport de paramètres spécifiques à la gestion de la réservation de bande passante et de qualité de service pour des flux en temps réel (type vidéo) a été nécessaire. D'autant que l'entreprise a mis en place une approche orientée services à la disposition de toutes les entités du groupe. « Un centre situé en Inde, où sont employées des équipes locales d'Axa, assure la conciergerie via un service intranet pour la réservation des salles et le support technique 24h/24 et 7j/7, souligne Yves Laurent. Cette prestation, baptisée Axa Présence, est refacturée sur la base d'une redevance mensuelle forfaitaire par salle. »

Axa est un groupe décentralisé, à la fois en termes géographiques et de prises de décision. Compte tenu du coût élevé de la technologie, les décideurs des entités locales sont libres d'investir ou non dans des salles. Pour les aider dans leur choix, Axa Technology Services a développé un outil qui permet de calculer les économies réalisées sur le budget voyages si l'on

POINTS FORTS/POINTS FAIBLES

- ▲ **Le réalisme visuel et sonore des salles** permet de créer de véritables réunions virtuelles en face à face.
- ▲ **Se réunir à distance** limite les voyages, économie à comparer aux dépenses induites, ce qui facilite le calcul du retour sur investissement.
- ▲ **Une discussion limitée dans le temps** entraîne des prises de décision rapides, une efficacité amplifiée par le partage instantané de documents.
- ▼ **Le coût d'une salle à multiples écrans HD** varie de 50 000 à plus de 100 000 €, voire 200 000 € pour le très haut de gamme.
- ▼ **L'interopérabilité est limitée** entre les équipements des fournisseurs actifs sur ce marché (Cisco, Polycom, HP).
- ▼ **La téléprésence exige un réseau télécoms sans faille**, avec des liaisons internationales onéreuses, et dont le prix varie selon les pays.

s'équipe d'une salle de téléprésence. Le retour sur investissement atteint ainsi dix-huit mois, voire douze, en fonction du coût, de la fréquence et de la distance des déplacements.

A ce jour, le groupe a mis en place 38 salles de capacités différentes en nombre de participants et d'écrans, puisant pour cela dans la gamme de modèles de l'équipementier Cisco. Le

service Axa Présence, dont le déploiement a débuté en octobre 2008, fonctionne à plein. « Plus de 7 000 personnes auront bénéficié de la téléprésence à la fin de 2010, et une vingtaine de salles supplémentaires sont déjà commandées. Elles seront installées d'ici à 2012, portant à 58 le nombre total de salles dont Axa dispose. Aujourd'hui, leur taux moyen d'utilisation est de 60 %. La téléprésence est un outil structurant pour le pilotage et le management du groupe, dont la globalisation des différentes entités business s'est accélérée à la même période, s'enthousiasme Yves Laurent. Pour ce qui est de son utilisation, nous avons remarqué que, s'agissant de la prise de parole, les réunions effectuées via la téléprésence induisaient une discipline accrue et bénéfique pour tous les participants. Elle apporte, par ailleurs, une proximité visuelle réaliste, qui restitue notamment le langage corporel. L'outil impose les règles du jeu pour la bonne tenue de la réunion, mais rien n'empêche d'instaurer des pauses Blackberry », conclut le directeur ressources humaines et communication de la filiale IT d'Axa.

2. Déléguer la gestion du service et du réseau

De son côté, la société de réassurance Scor a recours à une palette d'intervenants. « Un appel d'offres a été lancé afin de doter le groupe d'un système de téléprésence harmonisé. Sept salles devaient être équipées : deux au siège parisien et cinq dans nos plates-formes opérationnelles, à Cologne, Londres, New York, Singapour et Zurich. Notre choix s'est porté in fine sur Polycom en mars 2010 », indique Laurent Chartier, architecte réseaux chez Scor. Avec les systèmes RPX retenus, le nombre de participants varie de 4 à 18 personnes (pour la salle équipée du modèle RPX 418). BT a été retenu comme opérateur pour le déploiement des liaisons télécoms dévolues à la téléprésence, Verizon Business assurant, par ailleurs, la gestion de l'ensemble du projet. « Nous avons externalisé le service de conciergerie et de réservation des salles auprès de Glowpoint. Cette société assure également le support et le reporting. Elle peut notamment accéder à distance, via un réseau privé virtuel (VPN), à l'infrastructure technique, pour intervenir en cas de besoin », fait savoir Laurent Chartier. Les collaborateurs accèdent à ce service en faisant

L'AVIS DE L'EXPERT



Thomas Kayser, directeur pour la zone Emea (Europe, Moyen-Orient, Afrique) de Human Productivity Lab, cabinet de conseil sur la téléprésence

« Les entreprises doivent multiplier les interactions internes et externes »

La téléprésence n'est pas un outil réservé aux dirigeants. L'expérience utilisateur de cette technologie permet de prendre en compte des facteurs humains inhérents à tous les salariés. C'est une des raisons pour lesquelles les gens sont plus enclins à l'employer que la visioconférence traditionnelle. De plus, il existe plusieurs add on – tables tactiles, tableaux blancs interactifs virtuels, caméras mobiles, équipements d'enregistrement – utiles à certaines fonctions métier et facilitant la collaboration entre les différentes équipes à travers le monde.

Cette technologie n'est plus seulement dévolue aux communications internes. Depuis peu, les entreprises ont la possibilité de se tourner vers des réseaux de communautés d'intérêts et d'échanges (Community of Interest Networks) autour de la téléprésence. Cela se matérialise par une offre cloud computing, permettant notamment d'interconnecter les sites de téléprésence d'entreprises diverses. Les sociétés peuvent, de cette manière, joindre aussi bien leurs fournisseurs que leurs partenaires, opérateurs, etc., s'ils sont, de leur côté, équipés de salles de téléprésence.

appel aux personnes habilitées à réaliser la réservation des salles. Celle-ci s'effectue via un portail web géré par Glowpoint. Un outil synchronise ce dernier avec le calendrier Exchange, via Outlook chez Scor, ce qui permet de vérifier la disponibilité des salles. La téléprésence sert aux réunions de direction, de travail et même de recrutement pour des postes d'encadrement. Le coût d'usage du service est imputé, comme les autres dépenses des technologies de l'information, aux différents services utilisateurs. « Depuis son lancement, début septembre 2010, il y a déjà eu, sur un mois incomplet, 80 sessions de téléprésence, ce qui représente 310 heures au total. Globalement, la qualité du travail collaboratif s'en trouve améliorée, notamment grâce à la possibilité d'échanger des documents durant la session. Mais il est encore trop tôt pour estimer les économies réalisées à la suite de l'implantation de ce nouveau système. Sur le plan financier, en tenant compte d'un amortissement sur cinq ans, la téléprésence a un coût unitaire de 120 000 euros par an et par salle », affirme l'architecte réseaux de Scor.

Mi-2010, le Crédit Foncier de France a fait appel à Easynet pour déployer et administrer une solution de téléprésence. L'objectif du spécialiste du financement des projets immobiliers est de faciliter le travail collaboratif et la productivité de ses équipes dirigeantes géographiquement distantes,

TÉMOIGNAGE

EDF s'appuie sur un spécialiste pour gérer de bout en bout ses six salles de téléprésence

Déléguer la gestion. EDF, qui utilise déjà la visioconférence depuis plusieurs années, a voulu proposer à ses dirigeants une solution haut de gamme : la téléprésence. Depuis 2008, le distributeur d'électricité fait appel à Easynet Global Services pour gérer un réseau de six salles Polycom. « L'entreprise n'a pas souhaité les installer sur son système d'information. En effet, la bande passante utilisée est importante, et la qualité de service doit être suivie. Nous nous reposons donc sur un spécialiste », explique Sophie Bohly, chef de projet téléprésence chez EDF.

Optimiser la production. En confiant la gestion de ses salles de téléprésence à Easynet de bout en bout, EDF estime, en outre, avoir une garantie de

qualité de service optimale. « Tous les mois, nous suivons l'ensemble des indicateurs de disponibilité et de performance », ajoute-t-elle. Du fait des impératifs sur les délais de mise en production des salles, EDF n'avait pas tellement le choix. « Nous n'avions pas la possibilité de créer et de former des équipes spécifiques dans le temps imparti. »

Simplifier l'usage. Les dirigeants d'EDF se sont rapidement familiarisés avec l'utilisation des salles de téléprésence. « C'est très intuitif ! De plus, les participants n'ont aucune manipulation à faire. La réunion commence dès leur arrivée dans la salle. » EDF se contente de réserver locaux et horaires auprès d'Easynet, qui se charge de la mise en relation.

d'une part, et de réduire les frais de voyages, d'autre part. « Nous avons choisi d'externaliser la gestion de la téléprésence pour la confier à un partenaire expert en la matière, capable de porter des engagements de qualité de service de bout en bout », témoigne Anh Tuan Vu, directeur technique du Crédit Foncier de France. De plus, comme avec EDF, Easynet s'est distingué de ses concurrents par la rapidité de mise en œuvre du service et sa simplicité d'usage, « qui favorise une adhésion immédiate », souligne le directeur tech-

nique. Les salles de téléprésence de l'établissement de crédit sont utilisées à un taux compris entre 60 et 70 % et principalement par la direction générale. « Mais de plus en plus de directions métier y ont également recours », précise Anh Tuan Vu.

« Sur cinq ans d'amortissement, la téléprésence a un coût unitaire de 120 000 euros par an et par salle. »

Laurent Chartier, architecte réseaux chez Scor

L'offre d'Easynet comprend la fourniture du matériel et le réseau IP MPLS (Multiprotocol Label Switching, employé pour véhiculer aussi bien les données que la voix). La gestion de l'ensemble est assurée par le service de conciergerie de l'opérateur. Aujourd'hui, trois salles sont ouvertes. L'une a été installée au siège, à Charenton-le-Pont, dans le Val-de-Marne, les deux autres se trouvant à Strasbourg et à Lisbonne. « Nous sommes en cours de réflexion pour équiper une dizaine de grands sites régionalisés supplémentaires », révèle Anh Tuan Vu. Le contrat actuel, signé entre Easynet et le Crédit Foncier de France, court sur trois ans. Sur cette période, le coût global du projet avoisine 400 000 euros, dont un tiers pour l'achat du matériel et les deux autres tiers pour les services et le réseau IP MPLS.

Si, d'une manière générale, les solutions de téléprésence remplissent leur



Opérateur de solutions de téléprésence, Easynet utilise également pour ses propres besoins trois salles reliant Nanterre, la Grande-Bretagne et l'Italie.

rôle et apportent une entière satisfaction à leurs utilisateurs, ces derniers aimeraient quand même quelques améliorations. « *Nous souhaiterions pouvoir enregistrer les sessions vidéo pour les diffuser par la suite* », cite en exemple Anh Tuan Vu.

3. Louer salles et services auprès d'un tiers

Autre scénario possible : louer des salles de téléprésence immersive implantées dans des locaux tiers. La société de conseil Altran passe par le réseau mondial de 21 salles publiques – dont certaines sont installées dans des chaînes d'hôtels internationales, telles que Starwood – exploité par Tata Communications. « *L'opérateur indien nous a présenté sa salle publique au Méridien Etoile de Paris. Nous avons la chance qu'elle soit située à côté de nos locaux. Je pense que nous en sommes un des premiers utilisateurs* », explique Jacques-Etienne de T'Serclaes, membre du conseil d'administration d'Altran. La société bénéficie ainsi de la technologie et d'un service rodé, sans avoir à réaliser d'investissement. « *C'est le meilleur business case pour savoir si nous aurions intérêt à préférer ultérieurement des investissements en propre. Or le coût serait similaire à celui d'une salle publique de visioconférence standard, ce qui est raisonnable* », souligne le dirigeant d'Altran. Tata Communications facture son service 400 euros par heure et par salle. Altran recourt

! À SAVOIR

La téléprésence 3D pour encore plus de réalisme



Digital Video Enterprises apporte à la téléprésence immersive davantage de réalisme. Comment ? Tout d'abord, la salle ne comprend qu'un seul écran de 120 pouces (3 mètres) de diagonale. Ensuite, l'image formée s'affiche en 3D. Autrement dit, les personnes apparaissent non seulement en taille réelle, mais aussi en relief. « *Nous n'affichons pas d'hologrammes*, précise Jeffrey S. Machtig, cofondateur de Digital

Video Enterprises. *Notre solution repose sur une combinaison d'écran incliné, d'optique et d'une technologie d'écran vert.* » Cette dernière permet d'incruster les participants dans des présentations, des vidéos ou encore des images en 3D. L'interaction entre ces objets et les personnes accentue le sentiment d'immersion dans la réunion. Mais le réalisme poussé a un prix : 750 000 euros pour une salle haut de gamme.

à la téléprésence pour des réunions internes, notamment pour des discussions au niveau du conseil d'administration, entre Paris et Bangalore, en Inde, où l'opérateur possède aussi des salles publiques. « *Rien ne nous interdit, à l'avenir, de réunir parte-*

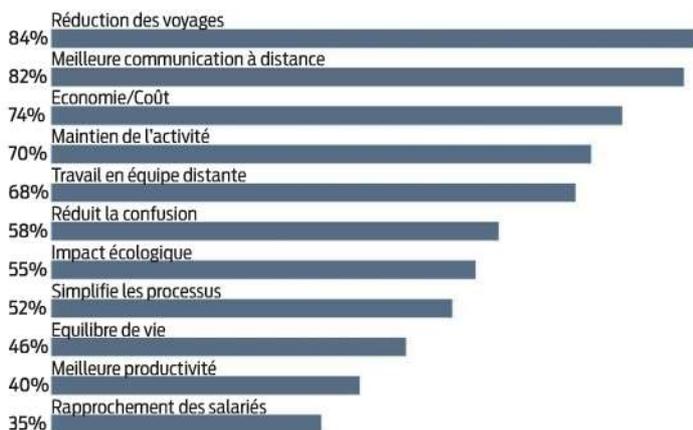
naires, clients, fournisseurs et investisseurs », ajoute Jacques-Etienne de T'Serclaes.

« *La réservation sur le web est très simple*, poursuit-il. *Cela ne prend pas plus de deux minutes. Les appels sont lancés automatiquement par le service de conciergerie de Tata, auquel nous avons accès à tout moment.* » Outre les économies sur les frais de déplacement et la diminution de l'empreinte carbone, c'est le gain de productivité qui retient toute son attention. « *La limitation dans le temps impose de ne pas nous disperser. En soi, c'est un gain de productivité par rapport à une rencontre physique. Comme les salles sont identiques de chaque côté et que les participants apparaissent en taille réelle, avec un son très précis et une image en haute définition, nous avons réellement l'impression d'être assis à la même table. Ce sont la qualité de ces interactions et le confort de travail qui nous permettent d'être beaucoup plus efficaces qu'en conférence téléphonique* », se réjouit le dirigeant d'Altran. ■ FRÉDÉRIC BERGÉ ET EDDYE DIBAR

LE BUDGET VOYAGES, PREMIER POSTE D'ÉCONOMIES RÉALISÉES

Perception des bénéfices de la téléprésence en France

source: Ipsos MediaCT (août 2010)



La téléprésence répond avant tout à des problématiques financières. La dimension Green n'est qu'une conséquence du déploiement.

(*) Un service de conciergerie est un guichet unique qui se charge des réservations de salles et, côté technique, de la mise en place des réunions et du support aux utilisateurs.



LYON - PARIS - RENNES

WWW.ZENIKA.COM

Ne soyez plus jamais seul
face à l'Open Source

- > Conseil
- > Réalisation
- > Formation



Experts en technologies Open Source
et méthodes Agiles

Renseignez-vous au : 01 45 26 19 15
ou : info@zenika.com



Le nouveau catalogue des formations Global Knowledge vient de paraître : il inclut près de 400 formations en **Informatique et Management des Systèmes d'Information**.

Pour nous contacter, composez le
0821 20 25 00 (prix d'un appel local)
ou adressez vos demandes par email :
info@globalknowledge.fr

www.globalknowledge.fr

Global Knowledge France - Siège social : Tour Albert 1er - 65, av. de Colmar - 92587 Ruell-Malmaison cedex
Tél. 01 78 15 34 00 © 2010 Global Knowledge Training LLC

Formations

Communication difficile?

Accordez-vous une pause formation pour découvrir et mettre en oeuvre les «best-practices» du management au sein de votre organisation.

Formations en Management, Organisation et Méthodes :

- Comprendre et gérer son stress **nouveau!**
- Gérer une relation client **nouveau!**
- Prendre la parole en public **nouveau!**
- Convaincre, influencer et développer son leadership
- La communication et le leadership pour le chef de projet
- Motivez vos équipes **nouveau!**
- Structurez vos équipes **nouveau!**
- Optimisez votre communication pour développer votre leadership
- Devenez manager coach de vos équipes
- Maîtrisez et accompagnez les changements
- Réussir son externalisation dans un pays émergent
- La négociation raisonnée d'Harvard - niveau 1
- La négociation raisonnée d'Harvard - niveau 2



Global Knowledge®

OUTSOURCING

Euromaster gagne en coûts et en réactivité grâce à l'externalisation

Au départ, la volonté du distributeur de pneumatiques de confier la gestion de son réseau et de ses applications à des tiers était motivée par la réduction des coûts. Aujourd'hui, l'entreprise apprécie surtout la flexibilité que cela lui apporte.

« Il y a cinq ans, lorsque nous avons fait appel à Vanco, racheté depuis par Reliance Globalcom, notre objectif était la réduction des coûts. Sans oublier l'amélioration des services apportés aux utilisateurs. A l'époque, notre discours avec l'opérateur n'était pas technique, mais fondé sur la mise en place d'un catalogue européen de services et sur une facturation simplifiée et centralisée permettant une véritable maîtrise de nos coûts télécoms », se rappelle Pierre Jouclard, DSI Europe d'Euromaster. Début septembre 2010, le fournisseur de pneumatiques a renouvelé ce contrat. « Le second appel d'offres a été complètement différent du premier, car nous avons distingué les communications fixes, mobiles et données », précise-t-il. Résultat : Reliance Globalcom ne gère que les communications data et fixes d'Euromaster. « Concernant les appels vocaux par mobile, nous avons réussi à négocier des prix moindres avec différents opérateurs, dont les offres sont maintenant financièrement adaptées », explique le DSI.

Améliorer le taux de réponse

En cinq ans, il y a eu deux évolutions majeures. D'une part, l'activité des centres d'appels a augmenté, entraînant davantage de débordements. Ce phénomène consiste à rediriger des appels vers un second centre, lorsque le premier est saturé, pour améliorer le taux de réponse. D'autre part, « nos forces commerciales françaises et anglaises se connectent dorénavant à l'outil de CRM en temps réel, via le réseau mobile 3G, fait savoir Pierre Jouclard. Il y a cinq ans, seuls les VIP accédaient à distance au système d'information, essentiellement pour récupérer leurs courriels. » Aujourd'hui, Euromaster utilise la suite professionnelle de Google Apps (Google Documents, Google Sites, etc.),

dont Gmail pour la messagerie électronique. Le distributeur souhaite que tous ses collaborateurs puissent accéder à ces outils, où qu'ils soient et via tout type de connexion.

Ouvrir plus rapidement de nouveaux centres de services

Reliance Globalcom assure désormais la connexion de plus de 1 000 centres de services Euromaster à une application centralisée de gestion (ventes, administration des stocks, consultation des prix...). « Notre prestataire nous fournit un accès réseau optimisé vers cette application, avec une qualité de service identique d'un pays à l'autre », se réjouit Pierre Jouclard. Euromaster reproduit ainsi dans chaque pays la politique IT décidée au niveau du siège, tout en tenant compte des spécificités locales. De plus, en attendant que leurs lignes fixes soient actives, Reliance Globalcom propose aux nouveaux centres de services d'Euromaster une connexion aux applications distantes grâce à une carte 3G. Ce qui leur permet d'être opérationnels dans une certaine mesure. Enfin, l'opérateur fournit un reporting et une facturation unifiés. Dans le cadre du renouvellement de contrat, l'opérateur conserve la gestion du réseau WAN d'Euromaster sur plus de 1 600 sites répartis à travers 12 pays européens. Des applications critiques (comme Citrix) et métier spécifiques, un intranet et un extranet transitent sur ce réseau. En France, Reliance Globalcom gère toujours la téléphonie sur IP et le LAN. En fonction des besoins et de la pertinence de la mise en œuvre, le distributeur de pneus étendra ce périmètre à d'autres pays. Plus globalement, l'opérateur assure la sécurité du réseau (gestion des pare-feu et des liaisons internet) et des accès des utilisateurs nomades (connectivité et sé-

L'ENTREPRISE

Euromaster

Activité : distributeur de pneumatiques.

CA 2008 : 1,85 Md€ (10 millions de pneus vendus).

Effectif : 11 800 collaborateurs répartis sur 1 680 sites dans 12 pays.

LE PROJET

Problèmes à résoudre

- Réseau : intégrer la montée en puissance du nomadisme et des centres d'appels dans la politique d'externalisation.
- Applications : renouveler une partie du parc vieillissant.

Solutions déployées

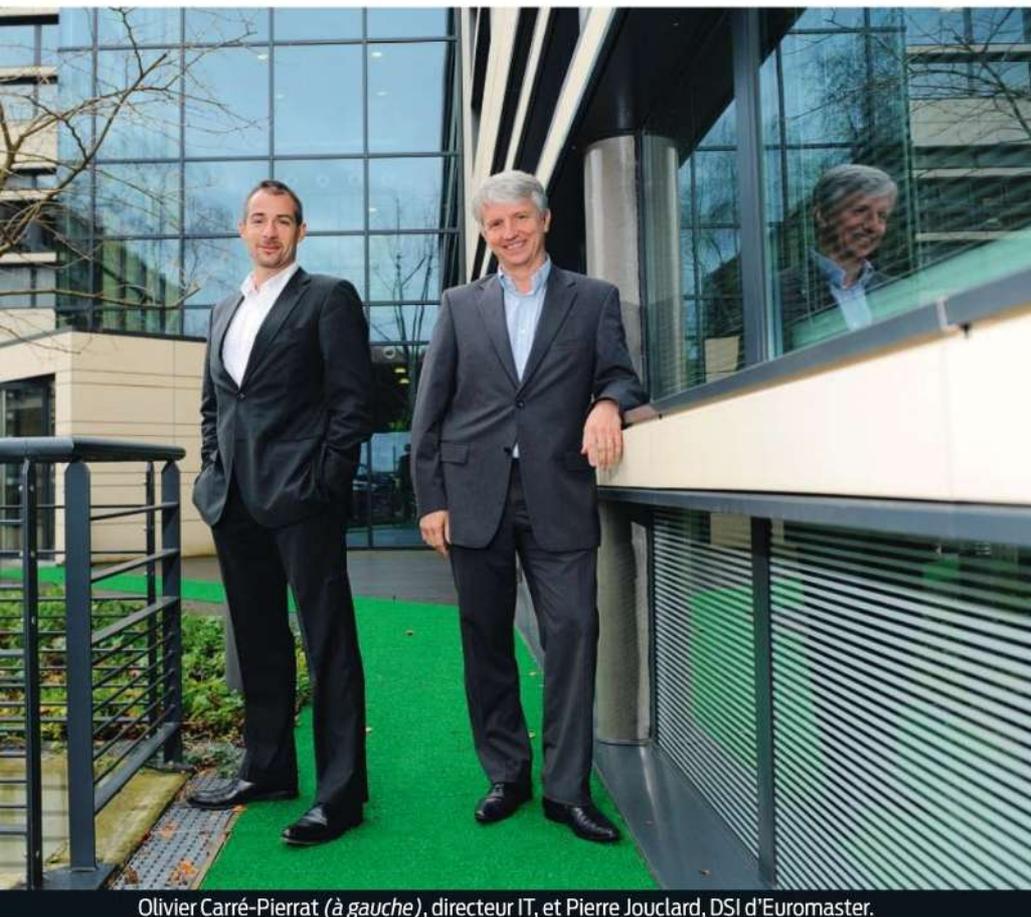
- Réseau : gestion du WAN, du LAN et de la data mobile par l'opérateur virtuel Reliance Globalcom
- Applications : solutions SaaS pour la messagerie et le CRM.

curité avec authentification et cryptage), ainsi que la téléphonie fixe. Chaque année, les télécoms d'Euromaster représentent un budget de plusieurs millions d'euros. Outre la simplification de la gestion du réseau au niveau international, un des objectifs de cette externalisation reste la réduction des coûts. « Le contrat que nous avons conclu comprend des garanties sur les économies minimales à atteindre pour les années futures », précise Pierre Jouclard. Si les objectifs ne sont pas atteints, l'opérateur rembourse la différence à Euromaster. S'ils sont dépassés, les deux parties se partagent l'économie réalisée.

Des délais de mise en œuvre raccourcis pour les applications

L'externalisation est également à l'œuvre côté applications. Pendant ces dernières années, le distributeur s'est de plus en plus tourné vers les offres de type SaaS (Software as a service) pour





Olivier Carré-Pierrat (à gauche), directeur IT, et Pierre Jouclard, DSI d'Euromaster.

coller au plus près de ses besoins. Ce passage vers le cloud a été initié en 2007, à l'occasion d'un appel d'offres pour renouveler la messagerie de 6000 utilisateurs dans 12 pays. « A la suite de plusieurs rachats, la société s'est retrouvée avec une infrastructure de messagerie hétérogène et vieillissante, voire obsolète, qu'il fallait consolider », se souvient Olivier Carré-Pierrat, directeur IT chez Euromaster. L'entreprise a ainsi décidé d'intégrer dans sa procédure de sélection la solution Google Apps for Business, avec pour idée principale « d'obliger les autres fournisseurs à revoir leurs tarifs à la baisse ». Mais, au final, c'est sur cette offre qu'Euromaster a jeté son dévolu.

Son coût était évidemment un argument de poids, car elle était environ 30 % moins élevée. « Mais le facteur déterminant a été la très grande rapidité de mise en œuvre. Le cloud permet de s'affranchir de la phase d'analyse technique et d'impliquer très vite les directions métier dans le projet », poursuit le directeur IT. Euromaster a également été séduit par la flexibilité dans la montée en charge et la facturation à l'utilisateur. « Au niveau du service informatique, nous avons peu de visibilité sur les rachats à venir de la société, car ce

sont des projets confidentiels. Résultat : il faut soit surdimensionner l'infrastructure au cas où, soit la redimensionner à la dernière minute, avec tout le problème opérationnel que cela implique. Avec le cloud, il est très facile de faire varier le nombre d'utilisateurs, et le coût est transparent », estime Olivier Carré-Pierrat.

« Un effort particulier a dû être fourni au niveau de la gestion du changement. »

Olivier Carré-Pierrat, directeur IT d'Euromaster

Fort de cette expérience, Euromaster décide d'inclure systématiquement des fournisseurs SaaS dans ses appels d'offres. En 2008, il bascule son système de gestion de la relation client vers le cloud, à savoir Oracle CRM on Demand. Là encore, c'est la rapidité de mise en œuvre qui a convaincu les dirigeants. « Le renouvellement a été fait en moins d'un an, depuis la prise de décision jusqu'à la mise en production. Pour une solution classique, il nous aurait fallu près de vingt-quatre mois », déclare le directeur IT. A ce jour, cette solution est déployée pour 500 utilisateurs dans le monde.

POINTS FORTS/ POINTS FAIBLES

- ▲ Grâce au SaaS, les coûts applicatifs sont réduits de 30 % et le temps de mise en œuvre abaissé de moitié.
- ▲ Le cloud autorise une plus grande flexibilité dans la gestion du nombre d'utilisateurs.
- ▲ Déploiement rapide de nouveaux sites.
- ▲ L'opérateur virtuel fait appel aux opérateurs fixes et mobiles locaux les plus adaptés aux besoins télécoms de l'entreprise.
- ▲ Gestion d'une politique IT identique quels que soient les pays.
- ▼ Les solutions SaaS sont assez standards et nécessitent d'adapter les processus internes à l'outil. Certains fournisseurs suscitent, par ailleurs, la méfiance chez les utilisateurs. Il faut donc prévoir une conduite du changement.
- ▼ Pas de maîtrise directe de la qualité de service appliquée à la bande passante.

Tout n'est pas rose pour autant. Si la mise en place technique est moins compliquée, le support et l'assistance aux utilisateurs sont une autre paire de manches. « Nous avons dû fournir un effort particulier au niveau de la gestion du changement », reconnaît Olivier Carré-Pierrat. Ainsi, pour la messagerie, il a fallu rassurer les utilisateurs quant à la confidentialité et à la disponibilité des données, deux domaines dans lesquels la marque Google n'inspire pas forcément confiance.

Adapter les processus métier

Mais le plus dur a été du côté du CRM. La solution cloud est beaucoup plus standard que l'application existante, sans grande possibilité d'adaptation. Les utilisateurs ont donc été obligés d'adapter leurs processus métier au nouvel outil, ce qu'il a fallu expliquer et argumenter. « C'est une véritable transformation des équipes de la direction des systèmes d'information. Il faut rencontrer l'utilisateur, comprendre ses contraintes sans parler technique. Pour des spécialistes de l'infrastructure, c'est un challenge colossal, mais c'est aussi une vraie opportunité », conclut Olivier Carré-Pierrat. ■

EDDYE DIBAR ET
GILBERT KALLENBORN

INTERVIEW

« La DSI n'est plus la cinquième roue du carrosse »

CLAUDE VIROLET, dosi d'Efidis, constructeur et gérant de logements sociaux en Ile-de-France, estime que la DSI, identifiée comme levier de croissance, a gagné sa place dans les comités de direction.

Les DSI sont devenues des business partners au même titre que les directions commerciales ou financières. Comment expliquez-vous cette évolution ?

CLAUDE VIROLET : Il y a deux raisons à cela. L'évolution technologique, d'abord. En se tournant vers les utilisateurs et les processus métier, l'informatique est reconnue par les opérationnels comme un outil leur permettant de gagner en productivité. Elle n'est plus vécue comme une technologie lourde qui ralentit les process, mais bien comme un levier de croissance susceptible de les aider à se différencier de leurs concurrents. La seconde raison est la reconnaissance, par la direction générale, de la place de l'informatique dans la stratégie de l'entreprise. Une reconnaissance qui se concrétise par l'entrée des DSI aux comités de direction. Ils ont enfin gagné leur légitimité et dialoguent désormais d'égal à égal avec leurs pairs opérationnels.

Comment travaillez-vous, justement, avec les métiers ?

CV : L'implication des utilisateurs étant essentielle au processus d'adhésion de l'outil, nous laissons les directions

métier piloter les projets les concernant. Pour les projets transversaux, nous assistons la maîtrise d'ouvrage et jouons un rôle plus ou moins important dans leur conduite selon la force ou la faiblesse de l'équipe. Un aspect qu'il est d'ailleurs crucial de ne pas négliger, surtout lorsqu'il s'agit d'un grand projet structurant, aux conséquences majeures sur les changements des processus métier. Or on note souvent des lacunes dans l'accompagnement des métiers. C'est pourquoi la création, dans les entreprises, d'un poste dévolu à la conduite

de changement est de plus en plus fréquente et indispensable à la bonne prise en main du projet. Enfin, même si nous n'avons pas mis en place le modèle CMMi (Capability Maturity Model Integration), nous nous reposons sur une méthodologie de gestion de projet

qui définit clairement le rôle de chacun des acteurs.

Quel est le rôle de la DSI vis-à-vis de l'innovation ?

CV : La DSI doit faire de la veille pour être force de proposition et moteur dans les avancées technologiques susceptibles d'améliorer de façon conséquente les organisations et l'efficacité de l'entreprise. A elle de bousculer les habitudes, dès lors que cette évolution accompagne la performance du groupe. C'est pourquoi la fonction de DSI recouvre une prise de risque, celle-ci devant néanmoins rester mesurée.

La génération Y est-elle une vraie problématique d'entreprise ?

CV : Mobiles, réseaux sociaux, tweets... Toutes ces technologies 2.0, voire 3.0, sont inscrites dans les gènes de ces jeunes. Or elles sont en décalage avec les outils structurants qu'ils trouvent dans les entreprises, comme les ERP par exemple. Intégrer cette génération Y s'avère donc difficile à double titre. Non seulement ces jeunes sont souvent déçus des moyens qu'ils ont à leur disposition, mais ils sont aussi peu regardants : ils font entrer dans la société leurs propres matériels, ce qui ne va pas sans poser des problèmes de sécurité. Il est toutefois important de ne pas ignorer ces geeks, d'être à leur écoute, voire de les faire participer à des brainstormings dans le cadre des projets à mener, afin de recueillir leurs idées et leurs connaissances des nouvelles technologies. C'est au DSI d'argumenter auprès de sa direction générale en faveur de l'intégration de ces dernières, afin de permettre à ces jeunes de ne plus être en rupture technologique et, à l'entreprise, de les conserver. Car ils apportent des sources d'innovation nécessaires pour répondre au contexte économique morose. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR JULIETTE FAUCHET

BIO EXPRESS

61 ans. DUT d'informatique à Nancy et DEST valeurs informatiques au Cnam.

En 1971 : analyste chez Philips.

En 1973 : rejoint la SSII Answare en tant que chef de projet.

De 1975 à 2007 : occupe le poste de DSI dans plusieurs sociétés : Forges d'Haironville (55), Bouyer (54), Aiac Nancy (54), Coralys (35), et Opievoy (78).

En 2007 : rejoint Efidis à son poste actuel.



JURIDIQUE



Christiane Féral-Schuhl,
avocate à la cour, et associée fondatrice
du cabinet Féral-Schuhl Sainte-Marie

Le Conseil d'État rappelle la Cnil à l'ordre

LEFAIT: Le Conseil d'Etat a annulé la sanction pécuniaire de 50 000 € prononcée par la Cnil à l'encontre d'une société, au motif qu'elle n'avait pas respecté les garanties qui s'imposent lors de ses investigations.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) dispose d'importants pouvoirs de contrôle. Aux fins de vérifier le respect par les entreprises de la loi Informatique et libertés du 6 janvier 1978, la Cnil peut accéder à tous les locaux professionnels, demander la communication et la copie de tout document nécessaire, recueillir tout renseignement utile et accéder aux programmes et données faisant l'objet de son contrôle. Lorsque ces derniers révèlent des manquements, elle est à même d'infliger des sanctions pécuniaires. Mais au cours de ces investigations quasi pénales, la Commission peut omettre de respecter certains principes élémentaires.

Des contrôles... sous contrôle

Juge de premier et de dernier ressort des décisions de la Cnil, le Conseil d'Etat vient de lui rappeler ses obligations en la matière dans un arrêt du 7 juillet 2010 récemment publié. L'article 44 de la loi du 6 janvier 1978 prévoit ainsi que les agents de la Cnil ont accès, de 6 à 21 heures, aux locaux à usage professionnel pour y exercer leur contrôle, et sous réserve d'en avoir préalablement informé le procureur de la République. Le même article précise qu'en cas d'opposition

du responsable des lieux la visite ne peut se dérouler qu'avec l'autorisation du président du tribunal de grande instance (TGI). Or à la suite d'un contrôle lui ayant permis de constater plusieurs infractions, la Cnil avait prononcé une sanction de 50 000 euros à l'encontre d'une société. Une sanction annulée par le Conseil d'Etat.

Un devoir d'information

Celui-ci lui a en effet rappelé que la loi autorisait le responsable des lieux à s'opposer à la visite de la Cnil, conditionnant alors le contrôle à l'autorisation du président du TGI. Encore faut-il connaître l'existence de ce droit. C'est ce qui a motivé la décision du Conseil d'Etat. Préalablement à leurs investigations, les agents de la Commission auraient dû avertir le responsable des locaux de son droit d'opposition.

Cette annulation n'est pas une première. Déjà, dans un arrêt du 6 novembre 2009, le Conseil d'Etat avait procédé à l'annulation d'une opération de contrôle et à la restitution de la sanction de 30 000 euros. ■

CHRISTIANE FÉRAL-SCHUHL

CE QU'IL FAUT RETENIR

Le Conseil d'Etat contrôle le respect par la Cnil des garanties procédurales minimales dans les investigations qu'elle mène dans les locaux des entreprises. Il n'hésite pas à annuler des sanctions prononcées par la Commission lorsqu'il estime que ces garanties n'ont pas été respectées.

NUL N'EST CENSÉ...

Facebook, fondement licite d'un licenciement

Le conseil des prud'hommes de Boulogne-Billancourt (92) s'est prononcé le 19 novembre dernier sur la légalité du licenciement pour faute grave de deux salariés qui s'étaient revendiqués, sur Facebook, comme faisant partie « du club des néfastes » de leur société. Leur employeur fondait sa décision sur un comportement qu'il qualifiait d'incitation à la rébellion conduisant au « dénigrement de l'entreprise ». Le conseil a considéré que les salariés ne pouvaient pas impunément critiquer leurs employeurs ou avoir des propos injurieux ou diffamatoires à leur égard.

Labellisation du téléchargement légal

Un décret du 13 novembre 2010 instaure les labels qui seront délivrés par la Haute autorité pour la protection des œuvres et la protection des droits sur internet (Hadopi) aux plates-formes légales de streaming et de téléchargement de musique. Ce dispositif est élaboré en collaboration avec les ayants droit. Le label sera délivré pour un an renouvelable et pourra être retiré unilatéralement par la Hadopi en cas de manquements du site.

Données personnelles et plainte en ligne

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) permet désormais à toute personne souhaitant faire supprimer des informations personnelles la concernant de recourir à ses services. Ce système complète le dispositif existant de plainte en cas de non-respect du droit d'accès à ses données personnelles. Il offre à l'internaute la possibilité d'obtenir le concours de la Cnil ou de plates-formes de signalement spécialisées lorsque, après s'être adressé au site internet ou au responsable du traitement, aucune réponse ne lui est parvenue dans un délai de deux mois. La demande s'effectue par le biais d'un formulaire sécurisé.

RENCONTRE ARNAUD AFFERGAN, cofondateur de Rayonnance Technologies

Entreprendre dans le secteur des hautes technologies

A 33 ans, cet ingénieur Supelec est l'un des trois finalistes du Prix du jeune dirigeant de la technologie, organisé le 19 octobre dernier à Paris. Entretien avec un patron visionnaire, déterminé et humain.

Il a moins de 35 ans, la responsabilité d'un compte d'exploitation et un « potentiel hors du commun ». Soit toutes les conditions indispensables pour pouvoir prétendre au Prix du jeune dirigeant de la technologie, un événement organisé depuis plus de dix ans par le cabinet Ivy Executive Search. Si Arnaud Affergan emploie souvent les mots chance ou hasard, il ne faut pas se fier aux apparences : cet ingénieur Supelec maîtrise la situation. Il sait exactement où il va. Et cela ne date pas d'aujourd'hui.

Depuis 2002, il dirige Rayonnance Technologies, une société qui développe et met en place des applications métier sur des terminaux mobiles (PDA Windows Mobile et Tablet PC) pour les entreprises et leur fournit le matériel de mobilité et les services associés. Pour en arriver là – partenaire de Microsoft, Rayonnance Technologies emploie une trentaine de collaborateurs –, Arnaud Affergan a eu du flair et a su saisir les opportunités.

C'est en présidant la Junior Entreprise Ingecom (qui regroupe des étudiants de Supelec et de l'Essec) qu'il fait ses premiers pas de dirigeant. Il découvre ce qu'est un client, un engagement commercial et se frotte à la gestion d'équipe... « J'avais ça en moi, confesse-t-il. Mes parents sont leur propre patron dans la vie, je savais que

j'avais envie de travailler pour moi, d'être responsable, de diriger. » Dès 1999, il commence à se forger une solide expertise dans le domaine, porteur et naissant, de l'internet mobile.

A la fin de ses études, il participe à la création de la start up Selfmobile, puis intègre la web agency Himalaya afin d'y créer l'activité internet mobile. Il parvient à convaincre son directeur technique de le rejoindre pour fonder Rayonnance Technologies. Il a 25 ans. La nouvelle société reprend alors l'acti-

tivité de la cellule mobile d'Himalaya et ses équipes.

L'âge a-t-il été un handicap pour prendre les rênes d'une entreprise ? Non.

« C'est un atout, assure-t-il. Vous êtes prêt à faire beaucoup de concessions quand vous êtes jeune. De 2002 à 2006, j'ai attendu que le marché décolle ! »

Des qualités de visionnaire

Pour piloter l'entreprise, Arnaud Affergan s'est entouré de deux associés, avec des responsabilités clairement partagées. Lui se charge de la stratégie globale, de la direction commerciale, marketing et financière, et des partenariats. Lorsqu'on l'interroge sur les raisons de sa réussite, le jeune dirigeant explique que son équipe et lui ont eu... une vision. « Nous avons décidé de ne pas écouter ce que nous disait le marché et de nous positionner comme intégra-

« Être jeune n'est pas un handicap pour diriger une entreprise. C'est même un atout. »

SES CONSEILS

- ◉ Être persévérant face à un marché naissant.
- ◉ Reconnaître les qualités et les défauts de ses collaborateurs.
- ◉ Veiller à la satisfaction des clients.
- ◉ Adapter son offre et son discours aux évolutions du marché.

SON PARCOURS

De janvier 1998 à janvier 2000 : président de la Junior Entreprise Ingecom (Supelec-Essec).
De juillet 1999 à janvier 2000 : participe au projet de création de l'entreprise Selfmobile (portail WAP B to C + services WAP B to B).
De mars 2000 à février 2002 : responsable internet mobile d'Himalaya.
Depuis mars 2002 : cofondateur et président de Rayonnance Technologies.

teur global, même si l'on nous regardait bizarrement, précise-t-il. J'y ai cru dur comme fer. C'était un passage obligé pour se développer. »

Bien s'entourer au bon moment est également, à ses yeux, crucial. Enfin, même s'il ne le met pas en avant, il doit aussi son succès à sa capacité de remise en cause. Il considère qu'il a toujours été très bon commercialement, qu'il comprend les clients, qu'il sait reformuler leurs besoins et qu'il est capable de les aider sur le plan stratégique. Mais il reconnaît volontiers devoir encore progresser dans la gestion des hommes. « J'ai été trop exigeant au départ. Maintenant, je comprends que quelqu'un





Arnaud Affergan a créé Rayonnance Technologies à l'âge de 25 ans.

L'AVIS DE L'EXPERT



Pierre Aussure,
directeur général d'Ivy
Executive Search
(conseil en recrutement
pour les cadres dirigeants)

Arnaud Affergan cumule vision et capacité de mise en œuvre. Cet homme pondéré communique de façon efficace et inspire confiance. C'est un meneur, solide et tenace, qui sait être un manager proche de ses collaborateurs, tout en leur laissant une indépendance importante, mais avec des objectifs très clairement définis. Les salariés peuvent venir lui demander de l'aide à tout moment, mais il accepte difficilement qu'ils échouent sans avoir déclenché une alerte avant.

Son équipe s'organise autour de différents profils : les deux associés, les commerciaux, les assistantes commerciales, le DAF et les personnes du pôle informatique (développeurs et chefs de projet) avec qui il n'a pas une relation de manager direct au quotidien. Arnaud Affergan n'intervient en cours d'année qu'en cas de problème et assiste à leurs entretiens semestriels, menés par le directeur de projet. Il va alors apporter sa vision sur le salarié évalué et sur l'équipe au global, et expliquer la stratégie de l'entreprise afin de motiver les troupes.

puisse commettre une erreur. Je suis moins perfectionniste et j'essaie de tirer le meilleur de chaque collaborateur », assure-t-il, posé.

Attirer des talents, un défi

Parmi ses préoccupations, la question du recrutement est bel et bien le nerf de la guerre. « *Nous avons beaucoup de mal à attirer des talents, explique-t-il. Par exemple, les développeurs .Net sont très recherchés et nous sommes en concurrence avec les SSII sur ces profils. Aujourd'hui, nous sommes presque plus contents lorsque nous trouvons un collaborateur que lorsque nous gagnons un client !* », exagère-t-il. Sa poigne de dirigeant et sa force de conviction sont donc des atouts précieux pour « vendre » sa société aux

candidats potentiels. Enfin, si ce marché en ébullition le captive, il admet que tout va très vite : « *Avant, il n'y avait que Windows Mobile. Aujourd'hui, avec l'arrivée des nouveaux systèmes d'exploitation (iPhone, Android)*

et des tablettes, nous devons adapter notre stratégie et savoir dans quelles nouvelles technologies il faut investir. Cela demande d'être à l'écoute du marché et de faire les bons choix. »

SANDRINE CHICAUD

SI CE PARCOURS VOUS TENTE

🕒 **Pour se lancer dans l'entrepreneuriat quand on est jeune, il faut savoir foncer.** En clair, ne pas hésiter à saisir les bonnes opportunités (présider une Junior Entreprise en est une) qui conduisent, d'une manière ou d'une autre, à endosser des responsabilités

importantes, à asseoir sa légitimité en tant que leader et à commencer à appréhender la dimension humaine du travail. 🕒 **Quelle que soit sa personnalité, le jeune dirigeant doit rester humble.** Et accepter de ne pas pouvoir jouer, du jour

au lendemain, tous les rôles dans sa société. Cela suppose de bien s'entourer, en veillant à la complémentarité des profils, d'apprendre à déléguer et à faire confiance et, surtout, d'instaurer d'emblée une répartition claire et nette des responsabilités de chacun.

Express Marée

Entreprise de transport de produits de la mer

Stéphane Grignon,
Directeur Administratif et Financier

Avec les Solutions Business Synchro de Bouygues Telecom Entreprises, Express Marée peut s'appuyer sur une infrastructure à même de soutenir sa croissance.



« Le volume de nos échanges exige une infrastructure hautement performante »

Express Marée est la parfaite illustration d'une entreprise capable d'allier tradition et innovation. Cette entreprise de transport de produits de la mer, créée en 1948, s'est dotée depuis quelques années d'un système d'information à faire pâli bon nombre de groupes tertiaires : outil de suivi en temps réel des tournées des 160 camions de l'entreprise, gestion électronique de documents pour fluidifier le traitement des bons de livraison, projet de virtualisation de l'infrastructure... Une maturité technologique qui peut surprendre dans un secteur aussi traditionnel, mais qui s'explique par la culture technologique des dirigeants de l'entreprise : « Nous évoluons dans un domaine extrêmement contraint, note Stéphane Grignon, Directeur administratif d'Express Marée. Nous sommes transporteurs routiers, un secteur sur lequel les marges sont très faibles, et nous traitons en grande partie des produits de la mer. Cela signifie qu'un poisson pêché le matin à Boulogne-sur-Mer doit être livré le lendemain dans un point de vente du sud de la France, en respectant une chaîne du froid bien spécifique. Nous sommes conscients que, pour poursuivre notre croissance dans un contexte aussi dense, nous devons innover en permanence. »

La téléphonie ne fait pas exception à la règle. Express Marée s'est en effet dotée d'une plate-forme Centrex IP pour ses communications fixes et ses données dès 2006 sans

LES ATOUTS DES SOLUTIONS BOUYGUES TELECOM ENTREPRISES

selon Stéphane Grignon

- 1. Fluidification et sécurisation** des échanges de données
- 2. Economies de 15%** sur le budget télécom par rapport à la solution Centrex précédente
- 3. Un interlocuteur unique** sur les aspects techniques et commerciaux.

EXPRESS MARÉE en quelques chiffres

- 360 salariés, 187 lignes mobiles
- 15 sites
- CA 2009 : 32 M€

connaître alors les solutions Bouygues Telecom Entreprises. Un déploiement très précoce au regard de la nouveauté de ces technologies, et qui

handicape fréquemment les échanges internes. La communication est pourtant cruciale au sein de l'entreprise, les agences, les chauffeurs et les responsables logistiques échangent en permanence. Express Marée se tourne finalement vers Bouygues Telecom au début de l'année 2009, afin de rationaliser son infrastructure, de gagner en fiabilité et de profiter des nombreux atouts des solutions Business Synchro.

Un socle fiable pour continuer à grandir

L'enjeu : doter l'entreprise d'une infrastructure fiable et pérenne, tant sur la voix que sur la data. En liaison avec les équipes de Bouygues Telecom Entreprises, Express Marée met sur pied un nouveau réseau entre ses agences. « Dès le début du déploiement, le saut qualitatif a été notable, note Stéphane Grignon. Nous disposons d'un interlocuteur unique pour traiter les aspects techniques ou commerciaux, ce qui représente un gain de temps appréciable. **Sur la data, les échanges sont sécurisés et simplifiés,** et sur la téléphonie, nous avons réalisé des économies de 15% dès la première année tout en offrant à nos équipes une solution nettement plus performante. » Une souplesse qui permet à Express Marée d'envisager sereinement ses prochains défis, à commencer par l'augmentation de 50% des utilisateurs connectés au réseau dans les deux ans à venir.

Selon Philippe Miltin, de Bull, « le fait que le gouvernement ait investi 25 M€ dans la société civile Genci prouve que l'Etat commence à comprendre l'intérêt d'avoir un supercalculateur performant en France ».

« Longtemps, nous avons roulé en Trabant et Google en Aston Martin. Mais les choses changent. »

Frédéric Mitterand, ministre de la Culture et de la Communication



DIDER PLOUW/MAC

E-ÉCONOMIE PHILIPPE TORRES, directeur des études et du conseil de l'Atelier BNP Paribas

L'e-commerce, futur relais de croissance de l'économie mondiale

En quinze ans, le marché mondial du commerce en ligne – 623 milliards de dollars en 2009 – est devenu une tendance lourde de l'économie. Il représente désormais un peu plus d'1 % du PIB mondial. Alors que le taux de progression de ce PIB a été de 0,8 % en 2009 et de près de 4 % en 2010, celui du commerce en ligne est estimé à environ 20 % par an pour la période 2009-2012⁽¹⁾. Une tendance qui devrait s'accroître encore, sous l'influence de plusieurs phénomènes.

Cinq milliards d'abonnements mobiles

L'augmentation du nombre d'internautes a suivi celle des ordinateurs, puis celle des téléphones mobiles. En 2010, on compte environ 1,3 milliard d'ordinateurs personnels actifs dans le monde, 2 milliards d'abonnements à internet et 5 milliards d'abonnements mobiles⁽²⁾. Ce mouvement devrait s'accroître avec le développement des accès à l'internet haut débit mobile, en particulier dans les grandes économies émergentes⁽³⁾. Comme les services web il y a dix ans, les services mobiles sont en passe de devenir le nouveau standard de l'e-commerce et de la relation client. Leurs plates-formes héritent d'avantages propres à l'univers de la téléphonie, parmi lesquels une base d'utilisateurs plus importante que celle des internautes, des fréquences d'utilisation très élevées, des habitudes de consommation déjà mûres et des réflexes d'achats impulsifs forts. Appréciables pour ceux qui veulent prendre le virage du commerce électronique.



ATELIER

« Grâce aux services mobiles, le commerce en ligne s'étend à toutes les situations de la vie courante »

Les médias sociaux (Facebook, Qzone, Cyworld, etc.) sont en train de définir les futurs standards de l'e-commerce mondial. En devenant des plates-formes de distribution, ils expérimentent à grande échelle, et quasiment en temps réel, ce que seront les usages de l'internet pour le commerce en ligne. Leurs modèles économiques, en cours de construction, emploient largement la publicité, les mécanismes de place de marché et les abonnements aux services premium. Les services C to C, encore très rarement monétisés, constituent pour l'instant la part gratuite

d'une stratégie largement fondée sur l'audience. Mais les sites les plus célèbres sont aussi des formidables laboratoires d'expérimentation qui servent à mettre au point les prochains modes d'accès aux biens de consommation et aux services.

L'internet sans ordinateur au cœur des foyers

En 2010, le téléviseur n'est déjà plus un terminal consacré exclusivement à la diffusion de programmes. Connecté à internet, il devient le principal concurrent de l'ordinateur personnel et de la console de jeux. Dans les années qui viennent, il va faire entrer les services internet au cœur des foyers et étendre les usages les plus populaires du web aux publics jusqu'ici réfractaires à l'ordinateur. L'offre de plates-formes de télévision devrait se structurer autour des services à la demande⁽⁴⁾, faisant au passage du binôme téléviseur-services en ligne un des principaux points d'entrée du commerce en ligne.

Nous pouvons donc nous attendre à une entrée massive des usages du commerce électronique dans notre quotidien, y compris aux points de vente. Entre 2006 et 2008, le nombre d'e-consommateurs est passé de 627 millions à 875 millions⁽⁵⁾. En 2010, il a déjà probablement dépassé un milliard d'individus. Où en serons-nous dans dix ans ? ■ PHILIPPE TORRES

(1) JP Morgan (« Nothing but Net », 2009).

(2) Gartner Group, Internet World Stats et Ericsson.

(3) Ericsson estime que le nombre d'accès internet mobiles atteindront 3,4 milliards en 2015.

(4) iDate, TV 2010 Market Trends and Key Figures.

(5) Nielsen.

HUMEURS LE POINT DE VUE DES JOURNALISTES DE LA RÉDACTION

Ares en phase terminale

Olivier Discazeaux, chef d'enquête à 01 Informatique

Fin du voyage pour Ares. La société de services a annoncé l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire assortie d'une poursuite d'activité de trois mois. Le temps de trouver un repreneur. La SSII GFI serait déjà sur les rangs. La fin d'une agonie de plus de deux ans, qui aura vu la société vendre ses bijoux de famille à ses principaux rivaux. Jusqu'au bout, son dirigeant Michel Benjamin se sera déclaré confiant. Une confiance proche de l'aveuglement. Deux ans plus tôt, à l'été 2008, la société, placée en redressement judiciaire, a vendu ses activités d'infrastructures : distributions de serveurs, systèmes de stockage, matériel réseaux et services de déploiement associés. Au lendemain de ces cessions, Ares est passé du statut de gros distributeur à celui de modeste société de services. Son chiffre d'affaires a été divisé par quatre ! De plus, beaucoup de services proposés reposaient sur la vente d'infrastructures. En dissociant distribution et services informatiques, Ares s'est retrouvé fragilisé. Car c'est justement cette association qui a fait la force de l'entreprise pendant

« Un gros distributeur devenu une modeste société de services »

vingt ans. Ares, premier distributeur de matériel Unix en France, a même pesé 483 millions d'euros de chiffre d'affaires sur l'exercice 2004-2005. A la décharge de la direction, Ares a subi de plein fouet le changement de stratégie de certains fabricants au milieu des années 2000 (HP et IBM notamment), qui ont repris en direct une bonne part des ventes de matériel. La baisse des prix a aussi rendu caduc le modèle consistant à couvrir le coût des services d'installation par les marges sur le matériel. Lors du départ de Maurice Bourlier, son fondateur, fin 2006, Ares était déjà dans une situation financière délicate. La direction a trop tergiversé ou n'a pas su opérer les réformes nécessaires. Au final, la chute d'Ares s'apparente à un beau gâchis pour cette société qui faisait autrefois figure de référence dans son domaine. ■



La fin du mode d'emploi

Alain Clapaud, chef de service à 01 Informatique

Parmi les nombreuses raisons du succès des iPod, iPhone, puis iPad, figure l'extrême simplicité d'utilisation des applications disponibles sur l'App Store. Mieux, Apple a démontré que l'on pouvait vendre avec un certain succès un produit complexe... sans aucune documentation ni aide pour ses utilisateurs. Bien conçu, un produit se vend tout seul. Une leçon pour les éditeurs de logiciels professionnels. Microsoft s'en est rendu compte avec Office. Le géant mondial a ainsi revu son approche depuis la version 2007. Mais c'est loin d'être le cas ailleurs. L'exemple le plus frappant touche au monde de la CAO (conception assistée par ordinateur). Les produits Catia, Pro Engineer ou Solid Edge sont des cathédrales informatiques qui nécessitent des semaines, voire des mois d'apprentissage. Avec Creo, l'Américain PTC a annoncé vouloir en finir avec cette logique en découplant ses logiciels en petits modules, chacun étant packagé pour une utilisation précise. Autodesk,

« Partager la façon dont on se sert d'un logiciel via son interface »

l'éditeur d'Autocad et de 3ds Max, un monstre de puissance et de complexité, a, pour sa part, lancé un projet original, Community Command. Le principe est simple, la réalisation complexe : l'éditeur propose, en fait, aux utilisateurs les plus expérimentés de son logiciel de partager la façon dont ils se servent de son produit, et cela, directement au niveau de l'interface. Pour y parvenir, ils s'appuient sur le concept du crowdsourcing. Toutes les données de navigation du logiciel sont centralisées dans un serveur. Le logiciel va lui-même créer des graphes correspondant à l'utilisation des différentes fonctions. Aussi, dès qu'on commence une tâche, cela génère une interface dynamique. L'objectif : trouver sous sa souris les fonctions auxquelles les autres habitués du logiciel ont recours généralement à ce moment-là du processus de design. La « Communauté » des utilisateurs lui explique, d'une certaine façon, la marche à suivre. Pour l'instant, il s'agit d'un projet de recherche. L'avenir nous dira si c'est une fausse bonne idée. ■



ON EN PARLE DANS LES BLOGS

Qu'est-ce qui empêche les DSI de dormir la nuit ?

La synthèse. A l'occasion d'Halloween, cet analyste du cabinet Forrester a passé en revue les thèmes d'actualité qui troublent le sommeil des DSI. Il en a trouvé cinq. A commencer par le cloud. Problèmes de sécurité, d'intégration, de personnalisation... monter vers le nuage fait peur. *The Social Network*, « film d'horreur pour DSI », hante également les nuits de nos directeurs des systèmes

d'information. Comment faire rentrer ces « foutus » réseaux sociaux dans l'entreprise ? Autre mouton noir : Apple qui, avec ses produits de rupture, rend immédiatement obsolète tout équipement professionnel. Les menaces virales comme Stuxnet tendent aussi à complexifier les politiques de sécurité. Last but not least, le spectre de la réduction des coûts poursuit nos pauvres DSI.



Une humeur (en anglais) de Chris Andrews, analyste senior chez Forrester

<http://goo.gl/cc09A>

« Le père du web » souhaite longue vie à son enfant



SELVIO TANAKA

La synthèse. Sir Tim Berners-Lee, alias « le père du web », a livré au magazine *Scientific American* une analyse des menaces qui pèsent sur son bébé qui, en vingt ans, a changé la face du monde. Tout en lui souhaitant longue vie, il lance un appel pour le maintien des standards ouverts et de la neutralité du web, alors que les tentatives de mise en coupe réglée du réseau des réseaux se multiplient tant du côté des acteurs du privé que des gouvernements.

« Le web est un enjeu crucial non seulement pour la révolution numérique mais aussi pour notre prospérité – et même pour notre liberté. Comme la démocratie elle-même, il doit être défendu. » Ainsi débute ce long article traduit par l'équipe de Framablog.

Une analyse (traduite) de Tim Berners-Lee, « le père du web »

<http://goo.gl/QGBks>

Les cinq émotions que régissent les réseaux sociaux

La synthèse. Les réseaux sociaux ne font que reprendre nos attitudes dans notre rapport aux autres. On retrouve ainsi, sur Facebook et consorts, les mêmes émotions qui nous animent dans la vie : le narcissisme, l'attachement, la colère, la jalousie



et l'ignorance. Pour ce qui est du narcissisme, les réseaux sociaux semblent avoir été conçus pour l'expression de la vanité. « *Constamment tourné vers son nombril, le sociaunautiste sympathique avec d'autres nombrils tout aussi ravis d'exister.* » Des émo-

tions que les internautes et les entreprises doivent connaître et apprivoiser pour soigner leur image sur ces médias.

Un billet d'Eric Mainville, auteur de « biographies et d'histoires d'entreprises »

<http://goo.gl/qmhb9>

LE BUZZ SUR O1 NET PRO

La fin de l'illimité a sonné dans l'internet mobile



DP

Tarifification. Lors du Digiworld Summit de l'Idate, Orange a annoncé l'abandon progressif des offres illimitées dans l'internet mobile. L'opérateur veut re-fondre ses forfaits afin de privilégier des « offres segmentées », où le prix est fonction de l'usage. De son côté, Vodafone étend à l'ensemble de l'Europe une tarification différenciée par volume et qualité de service. AT&T et O2 auraient aussi

sauté le pas. Pour un « O1nauter », ces annonces constituent « un aveu implicite que les offres précédentes et actuelles ne sont pas de l'illimité. Leurs publicités étaient trompeuses pour ne pas dire mensongères. » Un autre rappelle que dans certains forfaits, relever ses courriels exige déjà une option supplémentaire.

<http://goo.gl/lqXns>

DOSSIER

Hotte high-

LES INCONTOURNABLES DE NOËL POUR LES MANAGERS

Le succès des cadeaux high-tech ne se dément pas au moment des fêtes. Qu'ils soient pour le bureau ou la maison, à offrir ou à recevoir, tous associent l'utile, le style et l'agréable.



La 3D, mais avec style

Quitte à avoir des lunettes 3D, autant éviter le ridicule avec un modèle tendance. Oakley a donc développé une ligne spéciale pour ceux qui soignent leur look, même devant la télé.



Palm pressé

Palm gomme le principal défaut de son mobile en le dotant d'un processeur à 1 GHz beaucoup plus rapide et de la version 2.0 du système WebOS, encore plus fluide que la précédente.



La souris qui ronronne

Moitié pavé tactile, moitié souris, l'Arc Touch Mouse de Microsoft s'aplatit pour mieux se ranger. A noter, sa roulette sensitive qui ronronne quand on la caresse.

tech



L'USB qui s'accroche

Un inattendu mélange entre clé USB et trombone pour relier plusieurs documents papier tout en leur joignant un complément numérique.



Jamais sans mon bureau

Le logiciel de contrôle à distance LogMeIn Ignition s'avérait très efficace pour accéder à son ordinateur de n'importe où. Sur l'iPad et son grand écran, il devient carrément redoutable.



Minitablette, maousse costaud

La Galaxy Tab de Samsung vient titiller Apple avec une tablette plus petite, qui offre tout ce que l'iPad n'a pas : webcam, téléphone, technologie Flash, prises USB et lecteur de cartes.



Kindle surprise

Plus petit, ce nouveau livre électronique adopte un écran plus contrasté et plus rapide. Il est disponible en deux versions, avec ou sans 3G. Et pour moins de 150 euros.



De l'iPad au notebook

Ceux qui ont succombé à la tablette d'Apple apprécieront de pouvoir la protéger dans la housse du Clamcase : grâce à son clavier intégré, l'iPad se transforme en (petit) portable traditionnel. Malin !

DOSSIER HOTTE HIGH-TECH



Scanner nomade

Petit, fin, élégant et portable, ce scanner design dispose d'un chargeur feuille à feuille recto verso de 20 pages.



Chargeur de poignet

Le problème d'une batterie de secours, c'est qu'on l'a rarement avec soi quand on en a besoin. Avec le Wrist Charger et sa dizaine d'adaptateurs, plus de problème.

Mini-Mac pour grand écran

Le Mac Mini s'enrichit d'une prise HDMI, d'un adaptateur secteur et d'un lecteur de cartes SD. Ne manque qu'un lecteur Blu-ray.



La Xbox 360 au régime

Plus petite, noire laquée, avec des arêtes plus saillantes, la console de Microsoft renouvelle son look, intègre le Wi-Fi et devient moins bruyante. Mais ses jeux restent les mêmes.



Prête pour une nouvelle dimension

Certes, on attend encore le contenu 3D. Mais à eux seuls, la dalle LED et le design ultrafin de cette télévision Samsung LED TV peuvent faire chavirer.



Les bons points de l'iPhone

Avec plus de 300 points par pouce, l'écran de l'iPhone4 est d'une qualité jamais vue sur un mobile. On ne distingue plus les pixels. Son boîtier est également le plus fin du marché.



La télécommande qui sait compter

Connecté en Wi-Fi avec chacune des prises murales, ce boîtier commande la marche ou l'arrêt des appareils domestiques électriques, tout en permettant de connaître instantanément la consommation en énergie.



Un compact aux multiples objectifs

Le format micro 4/3 de Panasonic et d'Olympus avait ouvert la voie. Le Sony NEX5 est le dernier à succomber à la mode des appareils compacts, capables de faire d'aussi belles photos qu'un reflex.

Baffles bluffantes

Envoyez de la musique en Wi-Fi ou en Bluetooth, depuis un PC ou un téléphone... Connecter son iPhone... Les enceintes Parrot Zikmu by Starck (lui-même), de grande qualité, se pilotent à partir d'un serveur web.



DOSSIER HOTTE HIGH-TECH



Pogoplug, le cloud personnel

Il n'y a pas plus simple pour partager ses fichiers : d'un côté, on branche le boîtier à un disque externe ; de l'autre, on connecte sa box ADSL. Les fichiers sont instantanément accessibles depuis n'importe quel PC ou mobile connecté à internet.

Disque à lire

Des coins arrondis, un écran LCD personnalisable qui affiche l'espace libre ainsi qu'une protection par mot de passe...ce disque dur externe est proposé par Western Digital en 640 Go.



L'appareil vidéo

Oubliez les mégapixels ! La nouvelle tendance en matière d'appareil photo numérique, c'est la vidéo et la performance en faible lumière. A ce jeu, l'EOS 550D de Canon, avec ses multiples objectifs, fait aussi bien qu'une caméra.



Pour ceux qui pointent

Cette nouvelle génération de stylets électroniques N-Trig fonctionne indifféremment avec des écrans capacitifs de type iPhone (pilotés au doigt), et avec des Tablet PC traditionnels.



Tapis magique

Recharger son Blackberry ou son iPod en le posant simplement sur une plaque à induction... Trop facile.



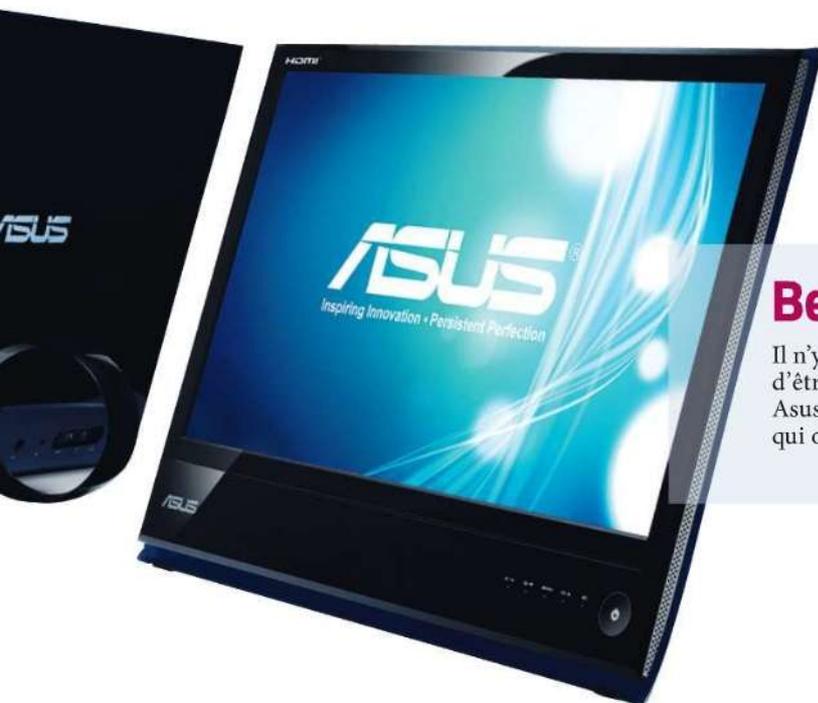
Du bout des doigts

Baptisé Vaio J, ce PC de Sony se veut plus abordable que ceux de la très exclusive Série L. Ce qui ne l'empêche pas de proposer, lui aussi, un écran tactile de 21 pouces et un lecteur Blu-ray dans un design tout en un.



Pour geek frileux

Marre de ressembler à Batman avec vos gadgets accrochés à la ceinture ? Optez pour la parka Scottevest Evolution, où même l'encombrant iPad trouvera sa place.



Beau moniteur

Il n'y a pas que les téléviseurs qui ont le droit d'être beaux et design, les moniteurs aussi. Asus l'a compris, avec sa série Designo, qui offre, en plus, une option 3D.



Hotspot de poche

Mieux que la clé 3G, le Mifi de Novatel. Il suffit d'insérer une carte SIM dans le boîtier, d'appuyer sur un bouton, et un accès internet Wi-Fi est créé pour tous les appareils environnants.



Trahi par sa balance

Même le pese-personne devient high-tech. Celui de Withings communique directement via internet, avec un ordinateur ou un smartphone.

DOSSIER HOTTECH-TECH



Portable pour mélomane

Le modèle NX90 d'Asus bénéficie d'un design à tomber, ainsi que d'un son incomparable grâce aux enceintes de technologie Bang & Olufsen.



Bon reflex

Le Nikon D3100 a fait sensation avec le premier capteur reflex capable de faire une mise au point continue lors d'un enregistrement vidéo. Un précurseur.



Casque rétro

Un rêve de motard : avoir un rétroviseur central intégré à la visière de son casque, comme sur une voiture. Le Reevu MSX1 le réalise grâce à un système de miroirs qui renvoient l'image de l'arrière vers l'avant du casque. Bluffant.



Le relief en plus

Face à des téléphones dont les capacités photo s'améliorent, les fabricants de compacts doivent se distinguer. Avec le W3, Fujifilm a trouvé : il accueille la 3D.

La clé du partage



Conçue par Infnitec, cette clé USB se connecte en Wi-Fi à un PC et donne accès au contenu d'un dossier partagé. Une formidable idée.

Disque deux en un

Hitachi a imaginé une clé USB de 4 Go couplée à un disque dur externe, afin d'offrir plus de flexibilité. Comment ? En y ajoutant un dossier synchronisé automatiquement.



Téléconnectée

Monolithe, de Sony, se remarque par un design renversant, avec son écran légèrement incliné à 6°. Mais aussi par ses technologies de pointe comme l'éclairage LED, la 3D, un décodeur Canal Plus intégré, le Wi-Fi, l'accès à Youtube et à M6 Replay...





Un pavé ou rien...

Le Magic Trackpad d'Apple s'adresse à ceux qui sont devenus accros au toucher du pavé tactile de leur Macbook et veulent le retrouver sur leur PC de bureau.

Drone de bête

Parrot commercialise probablement le gadget de l'année, l'AR Drone. Cet engin à quatre hélices, équipé de deux caméras, et qui ressemble à un insecte du futur, se pilote à partir d'un iPhone. Espionner, oui. Mais avec style.



Sous les touches, l'écran

L'Optimus Tactus, magnifique projet du studio Art Lebedev, peut passer du mode clavier au mode vidéo. On a hâte de le voir, juste pour le plaisir de regarder un film sur cet objet.



Une prise + une prise + une prise +...

Ajouter une fiche femelle derrière chaque prise USB et finie la chasse au connecteur libre. A quand la généralisation de ce concept proposé par Infinite USB ?



DeBonneville-Orlandini

©Benjamin DECOIN / VISUAL Press Agency

ILS OSENT

**OLIVIER TRUCHOT, ALAIN MARSCHALL
ET LES GRANDES GUEULES / 10H - 13H**



LA RADIO D'OPINIONS

VOUS



Le livre blanc *Nouveaux atouts du portail RH pour les entreprises* (Cegid) présente l'évolution de ce type de portail mêlant décisionnel, collaboratif et services.

Nouveau site pour les candidats à l'embauche, *Jobassistant* les conseille sur la manière de réaliser leur CV, de cibler des annonces, de travailler sur la visibilité de leur profil, etc.

MANAGEMENT Comment développer et préserver son leadership

Les bonnes pratiques pour affirmer son statut de DSI

D'où viennent-ils ? Où souhaitent-ils aller ?

Pour développer son leadership, le DSI ou manager doit, avant toute chose, faire preuve d'une grande capacité d'écoute et d'une bonne compréhension de ses collaborateurs. Il importe également de bien saisir les relations qui lient ces derniers entre eux, au sein de la DSI, et celles qu'ils entretiennent avec les autres directions opérationnelles du groupe. Ensuite, de l'avis de nombre de DSI, il est crucial, lorsque l'on rencontre un problème, de rester stoïque quelles que soient les circonstances et de ne jamais donner l'impression de découvrir un dossier. « Cette attitude permet à vos interlocuteurs d'imaginer que vous maîtrisez la situation, condition sine qua non au rôle de leader », confie Thomas Chejfec, DSI d'Aldes, spécialiste des systèmes de ventilation.

Une courroie de transmission entre ses équipes et la direction

Autre passage obligé : le responsable doit définir une feuille de route pour ses collaborateurs. Selon Pierre Michel, directeur général adjoint et vice-président de CCR (Caisse centrale de réassurance), « il faut fixer un cap, déterminer des objectifs atteignables, simples à comprendre, et s'en tenir à ces lignes directrices de manière constante sur plusieurs années ». Car, de l'avis des managers, il n'y a rien de plus démotivant pour les équipes que des projets lancés et gérés à la petite semaine. Par ailleurs, le fait de pouvoir démontrer que l'on est influent auprès de sa direction générale, que l'on peut obte-



Le leadership est une qualité essentielle pour manager son équipe.

« Condition sine qua non au rôle de leader : toujours laisser croire que l'on maîtrise la situation. »

Thomas Chejfec, DSI d'Aldes

nir son soutien et des moyens pour son équipe constitue un excellent moyen d'affirmer son leadership. Comme l'explique Yves Condemine, DSI de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon, « celui-ci repose sur la capacité à être une courroie de transmission à la fois top-down et bottom-up, à apporter des projets phare à ses collaborateurs et à valoriser leur savoir-faire auprès de la direction générale. Ceci

s'inscrit dans une logique gagnant-gagnant pour l'entreprise, associant efficacité, motivation et rapprochement entre maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre ». Cela requiert des qualités de synthèse, de diplomatie et de délégation. Le DSI doit faciliter la communication entre la direction générale et ses équipes. « Il importe d'annoncer ce que l'on va faire et formaliser la manière dont on va le réaliser : soit, tout simplement, établir un schéma directeur », précise Yves Condemine.

Rigueur d'un côté, capacité à faire rêver de l'autre

Asseoir son autorité suppose également que le manager s'impose à lui-même une grande rigueur et une méthodologie dans le travail (respect des budgets, professionnalisme dans le processus de validation des étapes d'un projet informatique...). Notons aussi qu'il aura d'autant plus de facilité à affirmer son leadership qu'il possédera une aisance orale et écrite, et qu'il saura présenter les projets de façon alléchante à son auditoire, voire le faire rêver sur les plus importants. Ces « savoir-être » n'étant pas forcément innés, il peut s'avérer pertinent, pour certains DSI, de suivre des formations de prise de parole en public, d'animation de groupe et de communication efficace. Enfin, une restructuration peut être l'occasion de développer ou d'affirmer son leadership. Selon Thomas Chejfec, « proclamer et assumer ses choix en termes de réorganisation influent sur la perception que les autres ont de vous ». ■

JULIETTE FAUCHET

Le premier site de recrutement low cost



WEB Après six mois en version bêta, le site de recrutement à bas coût, Zijob, est officiellement lancé. Il propose aux employeurs de publier leur annonce pour 1 euro. Sur les quelque 15 000 offres d'emploi mises en ligne, près de 700 concernent l'informatique et les télécoms.

Réussir un projet d'e-learning



LIVRE. Cet ouvrage s'adresse aux responsables de formation, aux formateurs et autres

développeurs multimédias amenés à intervenir sur un projet d'e-learning. Il détaille les différentes étapes de ce type de chantier, de la sélection de la plate-forme technique au tutorat à distance, en passant par les outils du web 2.0 (wikis, blogs, réseaux sociaux...) et la gestion des contenus pédagogiques. Un livre publié aux éditions ENI.

Show devant, LeWeb revient !



RENDEZ-VOUS
Les 8 et 9 décembre, les Docks de Paris, situés à La Plaine-

Saint-Denis, accueilleront tout le gratin du high-tech. Michael Arrington (Techcrunch), Marrison Mayer (Google) ou Stéphane Richard (Orange) viendront parler d'innovations devant un parterre de 2 500 privilégiés. Ils devraient être 100 fois plus à suivre l'événement sur www.leweb.net.
Thème de cette septième édition : les plates-formes.

RESSOURCES HUMAINES La SSII multiplie les pistes en matière de recrutement et de formation

Politique handicap : le cas Capgemini

Pour 2012, Capgemini s'est fixé un taux d'emploi de personnes handicapées de 2 %. Soit près du double de celui atteint lors de son précédent accord d'entreprise. Un objectif ambitieux, tant l'informatique fait figure de mauvaise élève pour l'insertion professionnelle de cette population. Il y a un an, le cabinet Ariane Conseil avait évalué le taux d'emploi de la profession à 0,58 %, contre 2,9 % tous secteurs confondus. A ce titre, la politique menée par la mission handicap de l'UES Capgemini en France – 20 000 salariés (Sogeti inclus) – montre les efforts à accomplir. Reste un obstacle à surmonter : la pénurie de candidats qualifiés répondant au niveau d'exigence d'une SSII.

Un important travail de sourcing a donc été entrepris auprès de l'Apec, de Pôle emploi, de sites spécifiques (Jobinlive, Jobekia, Hanploi.com), du réseau Cap emploi et de l'association Tremplin entreprises, laquelle accompagne les étudiants handicapés au sein des grandes écoles et des universités.

Principal obstacle à surmonter : la pénurie de candidats répondant au niveau d'exigence d'une SSII

Ce n'est pas tout, la SSII forme aussi en alternance ses futurs collaborateurs chez Capgemini finance et services et via des contrats de professionnalisation chez Sogeti. Dans le deuxième cas, les bénéficiaires passent la Certification de la qualification professionnelle, mise en place par Syntec numérique.

Autre piste : les centres de réadaptation professionnelle. Sur la centaine que compte la France, quelques-uns initient aux métiers de l'informatique, comme ceux de Mulhouse (CRM) et de Millau (Institut informatique Sud Aveyron ou 2iSA). « Ces centres, qui formaient surtout des professionnels dans l'administration systèmes et réseaux – dont le niveau le plus élevé était bac + 2 –, ont accepté d'aller plus loin et de proposer des cursus de niveau bac + 3 ou + 4 dans



Philippe Braconnier, directeur de la mission handicap de Capgemini.

le développement applicatif », se réjouit Philippe Braconnier, directeur de la mission handicap de Capgemini.

Bientôt un pôle d'excellence

Le centre de Mulhouse en est à sa deuxième promotion, tandis que l'opération démarre à Millau. En partenariat avec 2iSA et Thales, Capgemini entend y créer un pôle d'excellence qui délivrera un titre d'ingénieur diplômé. Pour les personnes avec un handicap plus lourd, notamment psychologique, la société recourt aux Etablissements et services d'aide par le travail (Esat). En contrat avec l'Etat, ces Esat interviennent en particulier dans la collecte et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et la gestion électronique de documents. ■ XAVIER BISEUL

POUR ALLER PLUS LOIN

- 🔗 « L'insertion professionnelle des personnes handicapées dans le secteur informatique », un article de *01 Informatique* (n° 2012, octobre 2009) : <http://goo.gl/CLcl1>.
- 🔗 Etude sur le handicap dans la branche Syntec réalisée pour l'Opiiec (<http://goo.gl/R8TmK>).

NOUVELLES CARTES GRAPHIQUES ATI FIREPRO™, ET VOTRE CRÉATIVITÉ PREND VIE À L'ÉCRAN



Conçue par des professionnels, la nouvelle famille de cartes graphiques ATI FirePro™ fait son apparition. Les ingénieurs et utilisateurs de CAO vont enfin laisser libre cours à leur créativité avec la technologie ATI Eyefinity connectant jusqu'à 6 écrans simultanément. Ainsi, la gestion multitâches est simplifiée et d'autant plus efficace. Également compatibles DirectX 11 et OpenGL 3.2, les cartes graphiques ATI FirePro™ représentent la solution Multi-view professionnelle la plus puissante.

ATI FIREPRO V9800 4 GB

*DES PERFORMANCES
TRES HAUT DE GAMME*

Hexa mini DisplayPort
PCI-Express 16x

2421,37€HT



JUSQU'À
6
ÉCRANS

ATI FIREPRO V4800 1 GO

LA 3D AU MEILLEUR PRIX

2 DisplayPort / 1 DVI
PCI-Express 16x

150,46 €HT



ATI FIREPRO V7800 2 GB

UNE EXPÉRIENCE VISUELLE SUPÉRIEURE

DVI/Dual DisplayPort
PCI-Express 16x

635,41€HT



► TOUTES LES CARTES GRAPHIQUES PROFESSIONNELLES SONT À DÉCOUVRIR SUR NOTRE SITE



WWW.LDLC-PRO.COM

+ DE 15 000 RÉFÉRENCES EN INFORMATIQUE ET HIGH-TECH
EXPÉDITION ÉCLAIR 24-48H* - MODES DE PAIEMENT ADAPTÉS - 30 EXPERTS À VOTRE ÉCOUTE



Prix affichés hors frais de port et incluant l'éco-participation. Offre dans la limite des stocks disponibles. Pour plus de détails, connaître les disponibilités et prix en temps réel, consultez les fiches produits sur notre site. Toutes les marques citées appartiennent à leurs détenteurs respectifs. Photos non contractuelles.

* Livré en moins de 24h pour toute commande passée avant 15h sur produits en stock - voir conditions sur le site www.ldlc-pro.com.

AGENDA

RETROUVEZ TOUS NOS ÉVÉNEMENTS SUR WWW.01NETPRO.COM

01 Salon Cartes & identification

Du 7 au 9 décembre à Paris Nord Villepinte (Parc des expositions)



Ce salon international, qui fêtera ses 25 ans, rassemblera les principaux acteurs de la sécurité numérique, des technologies intelligentes, du paiement et de la mobilité. Au programme : une exposition et un congrès. Les communications et les applications sans contact, dont le paiement mobile (expérimenté à Nice), ainsi que la protection des données figureront parmi les thèmes des différentes sessions.

www.cartes.com

01 Cloud Computing : comment s'engager en toute confiance

Le 9 décembre à Paris (Hôtel Méridien Etoile)

Cette matinée organisée par le groupe 01 en partenariat avec Intel se propose de donner aux participants toutes les clés leur permettant de mieux appréhender les enjeux du cloud dans un environnement complexe.

<http://01netpro.com>

01 Trophées des grandes écoles

Le 10 décembre à Paris (Espace Champerret)

Lors du Salon des grandes écoles, qui se déroulera du 10 au 12 décembre, le groupe l'Etudiant et la Société Générale récompenseront des écoles d'ingénieurs ayant mis au point un projet en faisant preuve d'innovation dans les relations avec les entreprises, l'innovation pédagogique, l'international et la responsabilité sociale des entreprises face aux écoles. Rappelons que, l'an dernier, le jury avait récompensé les écoles de commerce

www.letudiant.fr/les-trophees.html

01 La Tentation du Saas

Le 1^{er} février 2011 à Paris



Le Saas (Software as a Service), qui confère aux utilisateurs une autonomie nouvelle, peut aussi affaiblir l'influence des DSI. Cette matinée de débats organisée par le groupe 01 se propose de donner aux décideurs IT les clés de la réussite d'un tel projet. Au programme : une ouverture sur la révolution du Saas, une table ronde, des retours d'expériences et des avis d'experts, dont un sur le thème de la sécurité.

<http://01netpro.com>

PRIT 2010

Le 13 décembre à Paris (Cité des sciences et de l'industrie/La Villette)



Organisé à l'initiative des sept pôles de compétitivité franciliens (Systematic, Advancity, ASTech, Cap Digital, Finance Innovation, Medicen et Mov'eo), ce sixième rendez-vous annuel du Paris Region Innovation Tour visera à démontrer que l'Ile-de-France dispose d'atouts lui permettant d'être l'un des principaux moteurs de l'innovation européenne.

www.prit2010.eu

Forum des Interconnectés

Les 13 et 14 décembre à Lyon (Centre de congrès de Lyon)

A travers une vingtaine de conférences, ateliers et retours d'expériences, ce septième rendez-vous annuel de l'innovation pour les collectivités territoriales permettra aux élus et aux décideurs IT de percevoir ce que sera la collectivité de demain.

www.interconnectes.com/fr

Réduire le risque de dérive budgétaire d'un projet ERP

Le 14 décembre à Paris (Hôtel Raphaël)

Le PDG France de l'éditeur IFS et le DSI de Caillau, entreprise utilisatrice d'IFS Applications, participeront à la table ronde organisée par le CXP sur le thème de la maîtrise des coûts d'un projet d'ERP. Objectif : donner les recommandations permettant aux entreprises d'identifier les principaux points de vigilance.

www.cxp.fr

Salon E-marketing

Les 25 et 26 janvier 2011 à Paris
(Palais des congrès/Porte Maillot)

Pour la onzième édition de cette rencontre, 200 exposants et 250 conférenciers présenteront les pratiques et les nouvelles tendances du digital marketing. Les E-Marketing Awards récompenseront les meilleures innovations dans ce domaine.

<http://emarketingparis.com/2011/>

Université des Correspondants Informatique et Libertés

Le 28 janvier à Paris-Montparnasse
(chez CNP Assurances)

Organisée par l'Association française des correspondants à la protection des données à caractère personnel (AFCDP) au siège de l'un de ses membres, cette journée abordera différents problèmes concrets rencontrés par les Correspondants informatique et libertés (CIL). Par exemple, qui est responsable des données traitées quand le système est l'œuvre de plusieurs partenaires ?

www.afcdp.net

iLearning Forum Paris 2011

Les 1^{er} et 2 février à Paris
(Espace Champerret)

Cet événement dévolu aux technologies au service de l'apprentissage tout au long de la vie confirmera la maturité de l'e-learning dans les entreprises.

www.ilearningforum.org

Cebit 2011

Du 1^{er} au 5 mars 2011 à Hanovre
(Allemagne)

Le plus grand salon informatique et télécoms du monde devrait réunir les offres de plus de 4 000 entreprises venant d'une soixantaine de pays. A noter : la présence d'un pavillon français.

www.globalfairs.fr/-CeBIT-.html



12, rue d'Oradour-sur-Glane
75015 Paris
Directeur de la publication : Alain Weill

POUR CONTACTER LA RÉDACTION

E-mail : redaction@groupe01.fr
Web : www.01netpro.fr
Tél : 01 71 18 54 48
Fax : 01 71 18 52 50
Pour joindre directement au téléphone votre correspondant ci-dessous, faites précéder ses quatre chiffres de 01 71 18

RÉDACTION

Vous pouvez joindre l'ensemble des membres de la rédaction par e-mail de la façon suivante : «première lettre du prénom.nom@01informatique.fr».

Directeur des rédactions Pôle Pro-Groupe O1 et rédacteur en chef : Frédéric Simottel (5505).

Rédacteurs en chef adjoints : Pierre Berlemont (5366), Pierre Landry (5449), Anicet Mbida (5468).

Grands reporters : Vincent Berdot (5364), Frédéric Bergé (5365), Xavier Biseul (5369), Yann Serra (5502).

Chefs de service : Sandrine Chicaud (5391), Alain Clapaud (5393), Gilbert Kallenborn (5447).

Chefs d'enquête : Olivier Discazeaux (5421), Juliette Fauchet (5426), Boris Mathieux (5467), Pierre Tran (5509).

Rédacteurs : Stéphane Bellec (5363), Eddy Dibar (5420), Marie Jung (5446), Christine Peressini (5481), Armelle Siccato (5503).

Assistante de rédaction : Fatima Lacombe (5448).

Rubriques : Pierre Berlemont (Tendances) ; Frédéric Simottel (Opinions) ; Pierre Landry (Expériences) ; Yann Serra (Dossier) ; Sandrine Chicaud (Vous Management), Xavier Biseul (Vous RH) ; Anicet Mbida (Web/Dinetpro).

Domaines

Infrastructures logicielles, décisionnel, SGBD : Vincent Berdot, Alain Clapaud, Boris Mathieux.

Progiciels, relation client, supply chain : Alain Clapaud, Juliette Fauchet, Boris Mathieux.

Collaboratif, gestion de contenus, dématérialisation : Vincent Berdot, Alain Clapaud, Marie Jung.

Développement : Alain Clapaud, Pierre Tran.

Infrastructures matérielles, cloud, réseaux, télécoms, mobilité, stockage, virtualisation : Frédéric Bergé, Alain Clapaud, Eddy Dibar, Gilbert Kallenborn, Yann Serra.

Sécurité : Stéphane Bellec, Gilbert Kallenborn.

Emploi, RH, recrutement, formations, juridique, relations sociales : Xavier Biseul, Sandrine Chicaud, Juliette Fauchet, Christine Peressini, Armelle Siccato.

SSII, VAR, distributeurs : Xavier Biseul, Olivier Discazeaux, Armelle Siccato.

Economie numérique, start up, R&D, investissements : Pierre Berlemont, Xavier Biseul, Gilbert Kallenborn.

Banques-assurances : Vincent Berdot, Xavier Biseul, Boris Mathieux.

E-commerce, e-marketing : Alain Clapaud, Boris Mathieux.

Grande distribution, retail, transports-logistique : Boris Mathieux.

Industries : Alain Clapaud.

Santé : Vincent Berdot, Christine Peressini.

Secteur public : Vincent Berdot, Xavier Biseul, Marie Jung, Christine Peressini.

Directions des achats : Vincent Berdot, Armelle Siccato.

RÉALISATION

Rédactrice en chef technique adjointe : Christelle Denis.

Secrétaires de rédaction : Hélène Brusetti, Christine Simha (iconographie).

Première rédactrice-graphiste : Isabelle Fouin.

Rédactrice-graphiste : Adriana Delettières.

Infographie : Marc Robert.

Couverture : DBO.

Conception graphique : Rampazzo & Associés.

DOCUMENTATION ET AGENDA

E-mail : documentation@groupe01.fr.

ÉVÉNEMENTS O1 (www.evenements01.com)

Directeur des événements et conférences : Alexandre Nobécourt

Responsable éditorial : Olivier Coredo

Responsable relation audience : Patricia Sciarriano

Marketing et organisation : Laurence Amouroux, Marie Rousseau, Bénédicte Le Foll

Développement commerciale et relations partenaires : Didier Verbeke, Tristan Ougier.

COMMERCIAL - MARKETING

Publicité Tél. : 01 71 18 53 08 - **Fax :** 01 71 18 53 01

Pierre-Henry Medan, directeur général ;
Valérie Fénéon (53 09), directrice commerciale -

Pôle Print ; Sylvia Besse (53 08), assistante de direction ; Fatma Boullia (53 10), assistante commerciale.

Pôle Annonceurs

Katila Nony (53 31), directrice de publicité ;

Stéphanie Barret (53 03), directrice de clientèle ;
Valérie Souhlo (53 37), chef de publicité ;
François Rincel (53 33), chef de publicité ;
Appolinaire Houssou-Montvert (53 22), responsable exécution.

La direction se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.

Pôle Agences Média

Laurent Lavature (53 24), directeur de publicité ;
International: Farida Mérabet (53 27), directrice de clientèle ;
Appolinaire Houssou-Montvert (53 22), responsable exécution.

La direction se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.

Publicité internationale

Jérôme Callu Mérite (53 14), directeur de la publicité internationale ;
Caroline Gilles (53 20), directrice de clientèle ;
Stefane Bartlett (32 01), responsable marketing international.

Marketing-Etudes-Promotion

Tél. : 01 71 18 53 00 - Fax : 01 71 18 53 01
Guillaume Vasse, directeur marketing & Revenue Management (53 40), Patricia Mosnier (53 28), chef de groupe marketing.

Régies internationales :

BENELUX : Huson European Media, James Clayson, tél. (44) 19 32 564 999 - Fax : (44) 19 32 564 998 (j.clayson@husonmedia.com).

ALLEMAGNE : DS Media, Dominik Schall, tél. (49) 7844 47 001 - Fax : (49) 7844 47 003 (d.schall@dsmedia.info).

GRANDE-BRETAGNE : GCA, Greg Corbett, tél. (44) 207 730 6033 - Fax : (44) 207 730 6628 (gca@gca-international.co.uk).

ISRAËL : Talbar Media, Asa Talbar, tél. (972) 77 562 1900 - Fax : (972) 77 562 1903 (talbar@talbar.co.il).

ITALIE : Medias International, Jean-Pierre Bruel, tél. (39) 31 751 494 - Fax : (39) 31 751 482 (medias@pcrianza.net).

JAPON : Shinano Co., Kazuhiko Tanaka, tél. (81) 3 3589 4667 - Fax (81) 3 3505 5628 (scp@bunkoh.com).

ETATS-UNIS : Huson International Media, Ralph Lockwood, tél. (1) 408 879 6666 Fax : (1) 408 879 6669 (Ralph@husonusa.com).

ANNONCES CLASSÉES

Régie: EmploiPro

Tél. : 01 77 92 92 92 - Fax : 01 77 92 98 64.
Sébastien Olszanski, directeur emploi (93 93) ;
Stéphane Beaudoin, directeur commercial agences grands comptes (93 78) ;
Marie Caland, responsable pôle direct (93 77) ;
Laurent Beslier, directeur de clientèle formation (94 21).

FABRICATION

Serge de Kikhen, chef de fabrication.

DIFFUSION

Laurence Vassor, responsable diffusion ;
Cécile Guerin, chef de produit ;
Géraldine Mongay, chef de marque.

Abonnements : web : www.abo-01informatique.com
Mail : abonnement-01informatique-pi@team-partners.com

Tél. : 03 44 62 52 38 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h) ; fax : 03 44 12 57 67 ;

Abonnement France, 1 an, 44 numéros (magazine seul) : 144 € (dont TVA à 2,10 %)

Abonnement France, 1 an, 44 numéros (papier + version numérique) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles : 228 € TTC (dont TVA 2,1 %)

Abonnement France Etudiants, 1 an, 44 numéros (papier + version numérique) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles : 114 € TTC (dont TVA 2,1 %) sur justificatif d'une carte d'étudiant en cours de validité.

Abonnement étranger : www.abo-01informatique.com

Service des ventes réservé aux dépositaires et marchands de journaux.

O1 Informatique est édité par



Président-directeur général : Alain Weill.
Directeur général : Vincent Buffin
Directrice déléguée Print : Sylvie Guichot

GRUPE O1 - SA au capital de 199 272 euros.
Siège social : 12, rue d'Oradour-sur-Glane,

75015 Paris. Tél. : 01 71 18 54 00.
Immatriculation RCS : 311 243794 PARIS -
Code APE 5814Z - Siret 311 243794 00139 -
TVA intracommunautaire FR 82 311 243794
Principal actionnaire : NextRadio TV

Toute reproduction, représentation, traduction ou adaptation, qu'elle soit intégrale ou partielle, quel qu'en soit le procédé, le support ou le média, est strictement interdite sans autorisation du Groupe O1, sauf les cas prévus par l'article L122-5 du code de la propriété intellectuelle.

©2007 GROUPE O1 - Tous droits réservés.

Commission paritaire : n°0714K85185 - ISSN 0298-2285. Dépôt légal : à parution.
Imprimerie : Maury Imprimeur, route d'Etampes, 45330 Mareshèbes.



FLASH-BACK

Il y a trente-deux ans, la saisie vocale était promise à un bel avenir

En 1978, 01 Informatique en parle : une étude conclut que les systèmes de reconnaissance de la parole peuvent assurer une saisie de données deux fois plus rapide et deux fois plus sûre que les autres types de saisies.

En 1968, dans 2001, l'Odyssée de l'espace, les savants du vaisseau spatial Discovery One discutent librement avec l'ordinateur HAL. Dans la réalité, plus de quarante ans plus tard, on en est encore loin. Ce n'est pas faute d'avoir essayé. En 1978, il existe déjà plusieurs systèmes de reconnaissance vocale. Le haut de gamme coûte jusqu'à 80 000 dollars, identifie des centaines de mots, gère plusieurs locuteurs et des séquences allant jusqu'à 30 mots ! Mais pour garantir le bon fonctionnement de ces systèmes, une longue phase d'apprentissage – jusqu'à 25 répétitions du même terme – est nécessaire.

Peu à peu, beaucoup des applications que l'on croyait possibles (consultation de fichiers par téléphone, commande de machines-outils, et même programmation en Cobol !) ont été abandonnées. Principalement faute de fiabilité : le taux



de reconnaissance de 95 % affiché par les logiciels ne suffit pas à modifier les usages. Ne subsistent globalement que quelques applications liées à la maintenance et, surtout, l'aide à la rédaction de comptes rendus. Notamment dans le domaine médical, éternellement cité comme précurseur...

La baisse du prix des logiciels et l'augmentation de leurs performances n'y ont donc rien fait. D'où un phénomène de concentration extrême sur le marché. Nuance, issu lui-même de rachats et de fusions successifs, a acquis en 2008 les activités de Philips Speech Recognition Systems, puis conclu des accords avec

IBM pour monter un projet de recherche commun sur cinq ans, et dont il commercialisera les produits.

Un second souffle avec le mobile

Désormais, en dehors de la santé, c'est le mobile qui pourrait catalyser la demande. Téléchargeable gratuitement sur l'App Store d'Apple, Dragon Dictate pour iPhone de Nuance permet de saisir vocalement du texte, qui peut ensuite être envoyé par mail ou SMS, ou utilisé dans le moteur de recherche du téléphone. Depuis quelques mois, Google propose aussi cette fonctionnalité sur Android. Reste à savoir si elle ne sera pas qu'un gadget et si elle suscitera de nouveaux usages... ■ PIERRE LANDRY

DATES CLÉS

- 1952 :** premier système de reconnaissance de chiffres isolés.
- 1972 :** premier système commercial.
- Années 90 :** IBM et Dragon sont au coude à coude en matière de logiciels de dictée vocale sur PC.
- 2008 :** Nuance rachète les activités de Philips Speech Recognition Systems.

LA SEMAINE DE MILON par Jean-Michel Milon



ANNONCES

TOUTES NOS OFFRES D'EMPLOI SUR www.01net.com, www.cadresonline.com, ET SUR www.01informatique.fr

La Région Aquitaine a initié un vaste chantier de modernisation qui a placé la Direction du système d'information (DSI) au cœur des problématiques de l'Institution. L'équipe de la DSI se compose de 24 personnes et l'environnement technique, de 1 300 postes sous Windows XP, 500 imprimantes, d'un système d'exploitation réseau Novell OES 2, d'un serveur de messagerie Zimbra, téléphonie sous IP (Alcatel), d'une infrastructure VMware de 5 ESX 3.



Un(e) Directeur(trice) du système d'information

Sous l'autorité de la Secrétaire générale auprès du Directeur général des services, vous définissez la stratégie et la mise en place opérationnelle du système d'information et téléphonie de la collectivité.

(Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, par voie de mutation de détachement ou d'inscription sur liste d'aptitude)

A cet effet, vous êtes le garant de l'alignement du système d'information sur la stratégie de la collectivité et êtes responsable de la conception, la mise en œuvre et le maintien des conditions opérationnelles du système d'information et de sa qualité. Vous fixez et validez les grandes évolutions de l'informatique de la collectivité et préconisez les investissements en fonction des sauts technologiques souhaités. Vous savez anticiper les évolutions nécessaires en fonction des objectifs de la collectivité, vous en maîtrisez les coûts, et évaluez la maturité des technologies de l'information.

ACTIVITES PRINCIPALES : • Définition et mise en œuvre de la politique du système d'information • Management d'une équipe de 24 personnes • Relations internes entre les services de la région et la DSI • Relations avec les fournisseurs et partenaires extérieurs • Sécurité informatique et gestion des risques.

CONNAISSANCES ET SAVOIR-FAIRE NECESSAIRES : • Expérience significative sur un poste identique obligatoire • Connaissance indispensable du fonctionnement des collectivités territoriales • UNIX, WINDOWS, client-serveur et n-tiers, méthode de modélisation, conduite de projet, infrastructures réseau et télécoms, principes de sécurité informatique, réglementation des marchés publics et de la comptabilité publique, logiciels bureautiques, anglais technique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation + CV), à : STEP, Technopôle Hélio parc, 2 av. du Président Pierre Angot, 64053 PAU Cedex 9 ou par mail à candidatures.cra@step-sa.fr, sous la réf. : STEP-CRA-2010-11-003. Date limite le : 05/01/2011

Photographie : Alban Gilbert

CONTACTS ANNONCES CLASSEES

Marie Caland : 01 77 92 93 77
m.caland@emploi.pro

Stéphane Beaudoin : 01 77 92 93 78
sbeaudoin@emploi.pro

APPELS D'OFFRES



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Office public de l'habitat de la ville de Nantes
Correspondant : Service Marchés Publics, 54 rue Félix Faure, 44036 Nantes
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs
Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : • Logement et développement collectif
Objet du marché : Création et maintenance du site internet de Nantes Habitat
Catégorie de services : 7
Lieu de livraison : Nantes
Code NUTS : FR511
La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.
Type de procédure : Appel d'offres ouvert
Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci dessous avec leur pondération :
 • Valeur technique de l'offre (60 %) • Prix des prestations (40 %)
Attributions du marché
Résultat du marché : Attribué à un titulaire / organisme
Intitulé du marché : Création et maintenance du site internet
Date d'attribution : 04 novembre 2010
Titulaire du marché ou du lot : SAS WYNIWYG ATLANTIQUE, 16, rue Fouré, 44000 Nantes
Montant du marché ou niveau des offres : Montant (HT) : 261797.00 euros (Euros)
 nombre d'offres reçues : 18
Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Nantes,
Date d'envoi à la publication : 26 novembre 2010

Planning Editorial 01 Informatique 2011

- 13 janvier :** Comment décrocher un job dans l'informatique
- 24 février :** Les technos « génération Y » et les métiers des réseaux sociaux
- 3 mars :** Solution rh et elearning - les formations au management
- 14 avril :** L'emploi en Ile-de-France
- 12 mai :** Pourquoi faut-il faire confiance aux jeunes diplômés
- 26 mai :** Numéro spécial 45 ans de 01 Info
- 2 juin :** Métiers de la green IT
- 1^{er} septembre :** Spécial salaire
- 22 septembre :** Innovations dans le recrutement
- 20 octobre :** Les entreprises préférées des informaticiens
- 17 novembre :** Impliquer les métiers dans la stratégie SI
- 8 décembre :** DSI de l'année
- 15 décembre :** Prévisions de recrutement 2012

01 PROCHAINEMENT...

OINETPRO.COM

Les sites de recrutement les plus innovants



Le monde du recrutement sur le web est en perpétuelle ébullition. Chaque mois, plusieurs nouveaux acteurs voient le jour. Ce dossier passe au crible dix sites d'emploi qui ont une approche innovante. Sur Facebook, sur le web 2.0 ou en rémunérant les candidats.

Réagissez aux billets des blogueurs de 01

De l'emploi aux technologies de développement, de l'organisation des entreprises à l'efficacité des directions métier, les journalistes de la rédaction commentent dans leurs blogs l'actualité high-tech en entreprise. Faites-nous part, vous aussi, de votre quotidien.

OIBUSINESS BFM BUSINESS



16 décembre : l'entreprise numérique, spécial 15 ans du Cigref

Tous les jeudis à 23 heures, retrouvez Frédéric Simottel, rédacteur en chef de 01 Informatique, dans l'émission « 01 Business, les nouvelles technologies au service de l'entreprise » (en podcast sur bfmradio.fr).

CULTURE GEEK BFMTV NEWS 24/7



Chaque jour, le rendez-vous high-tech de la TNT

Retrouvez Anicet Mbida, journaliste à 01 Informatique, pour une vision décalée de l'actualité high-tech, tous les soirs à 21h 50 et 23h 50.

PHOTOS: N. STOLTENBERG

TENDANCES Le 16 décembre dans le n° 2065

BANQUES

Les banquiers et leurs clients n'attendent pas les mêmes innovations

Une étude Novamétrie menée en Europe montre que les banquiers et leurs clients n'ont pas les mêmes attentes quant aux progrès technologiques. Les premiers misent sur internet et le mobile pour simplifier la souscription des services, les seconds veulent un accès en temps réel à leur conseiller.

EXPÉRIENCES Le 16 décembre dans le n° 2065

GESTION DU RISQUE

Faire de l'archivage un projet stratégique

L'archivage ne doit pas être subi, mais pensé dès le départ comme l'une des étapes du cycle de vie des documents. En particulier pour ceux ayant valeur probante.



IOANA DRUTU/ISTOCK

DOSSIER Le 16 décembre dans le n° 2065

RECRUTEMENTS

Les prévisions d'embauche pour 2011



Bon nombre d'entreprises renouent avec les recrutements, certains secteurs comme la banque-assurance étant plus dynamiques que d'autres. Du côté des éditeurs et des SSII, on relève de vraies difficultés à trouver certains profils très convoités. Du coup, rivaliser d'imagination pour embaucher et sortir du lot devient un passage obligé afin de rester compétitif.

TENDANCES Le 6 janvier dans le n° 2066

RÉTROSPECTIVE

Le journal de l'année 2010, les enjeux 2011

De l'éviction du patron de HP à la sortie de l'iPad, de l'essor du paiement sans contact au changement à la tête de Bull, de la confirmation du cloud au sein des entreprises au déploiement de la virtualisation, 01 Informatique revient sur tous les événements qui ont marqué l'année numérique 2010.

DOSSIER Le 6 janvier dans le n° 2066

LOGICIELS LIBRES

L'open source se fond dans l'entreprise

L'open source, désormais dans toutes les couches du système d'information, monte en qualité, se modernise et répond aux besoins de flexibilité. Mais certaines fonctions restent en retrait de celles proposées par les logiciels propriétaires et les calculs de TCO sont compliqués par les problèmes de migration et de gestion du changement.



TRACEURS JET D'ENCRE, IMPRIMEZ DE CHEZ VOUS VOS DOCUMENTS GRAND FORMAT !

Une qualité photo exceptionnelle jusqu'au A1 +
HP Designjet 130

- Format A2 et plus
- Vitesse d'impression : 1,2 ppm N&B et couleur
- Résolution 2400x1200 dpi
- Mémoire 64 Mo
- USB et parallèle
- Garantie 1 an

1785€08 HT



Système unique d'encre 12 couleurs



Canon

Vos impressions A2 en moins de 2 minutes
Canon imagePROGRAF 5100

- Format A2 et plus
- Vitesse d'impression : 41 pps N&B et couleur
- Résolution 2400x1200 dpi
- Traceur 12 couleurs
- Mémoire 192 Mo
- USB 2.0 - Ethernet
- Chargement papier 1 rouleau

1950€63 HT

Massicot automatique



Gérez en interne vos impressions CAO
HP Designjet 510

- Format A2 et plus
- Vitesse d'impression : 2,5 ppm N&B et couleur
- Résolution 2400x1200 dpi
- Mémoire 160 Mo
- USB 2.0 et Parallèle
- Chargement papier 1 rouleau

2940€60 HT

TOUS NOS TRACEURS ET IMPRIMANTES SONT À DÉCOUVRIR SUR NOTRE SITE



WWW.LDLC-PRO.COM

+ DE 15 000 RÉFÉRENCES EN INFORMATIQUE ET HIGH-TECH
 EXPÉDITION ÉCLAIR 24-48H* - MODES DE PAIEMENT ADAPTÉS - 30 EXPERTS À VOTRE ÉCOUTE



Prix affichés hors frais de port et incluant l'éco-participation. Offre dans la limite des stocks disponibles. Pour plus de détails, connaître les disponibilités et prix en temps réel, consultez les fiches produits sur notre site. Toutes les marques citées appartiennent à leurs détenteurs respectifs. Photos non contractuelles.

* Livré en moins de 24h pour toute commande passée avant 15h sur produits en stock - voir conditions sur le site www.ldlc-pro.com.

Windows®. La vie sans limites.
HP recommande Windows 7.

Windows 7
Professionnel

HP ProBook,
AUSSI PRO QUE PERSO !



La gamme d'ordinateurs portables HP ProBook a toutes les fonctions dont vous avez besoin pour vos applications professionnelles et personnelles.

Windows® 7 est là pour simplifier votre PC.

Côté professionnel, HP ProtectTools contient tous les outils nécessaires à la protection optimale de votre PC. HP QuickLook vous permet de consulter mails, agenda, contacts et notes sans démarrer le système.

Windows® 7 Professionnel vous aide à travailler plus facilement de n'importe où et en toute sécurité. Connectez-vous tout simplement au réseau et partagez vos présentations/fichiers. L'option HP Care Pack vous garantit pendant 3 ans une intervention sur site à J+1 et une réparation sur site.

Côté personnel, avec son écran HD LED 16/9 avec port HDMI, ainsi que son lecteur Blu-ray (selon modèle) et sa carte graphique dédiée ATI Mobility Radeon™ HD 5470, votre HP ProBook vous offre la meilleure configuration pour vos loisirs numériques.

Windows® 7 Professionnel intègre toutes les fonctionnalités de l'édition familiale premium.

**HP ProBook à partir
de 529€ HT**
hp.com/fr/probook

THE
COMPUTER**
IS PERSONAL
AGAIN.



*Toutes les informations sont disponibles sur hp.com/fr/promobook

**Le PC redevient un ordinateur personnel. ©2010 Hewlett-Packard Development Company, L.P. Tous droits réservés. Microsoft, Windows et le logo Windows sont des marques commerciales du groupe Microsoft.